

CAHIER

B

HISTOIRE

Le roi du rock est mort

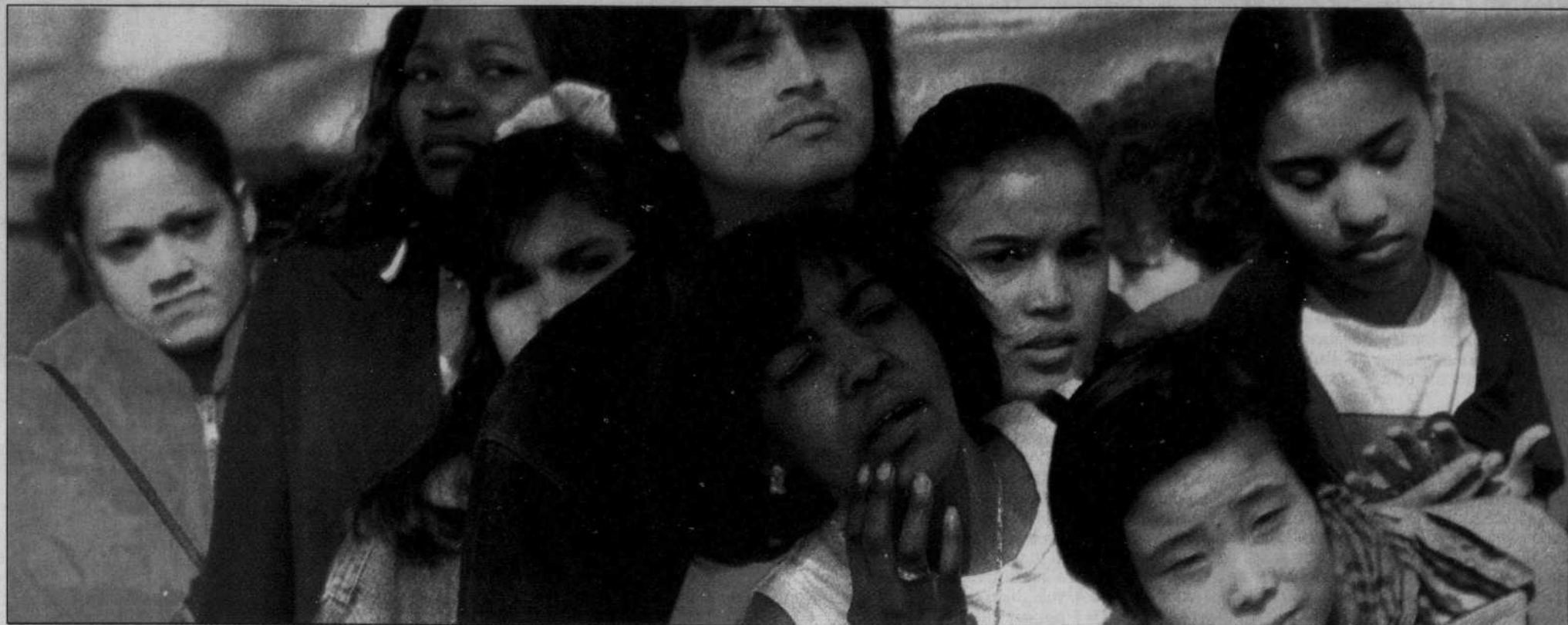
Page B 6

IDÉES

Polygames de tous les pays, unissez-vous... au Canada

Page B 5

PERSPECTIVES



DESMOND BOYLAN REUTERS

La moitié des nouveaux arrivants au Québec ont généralement obtenu un premier emploi après trois mois de résidence.

La minorité silencieuse

Malgré quelques ratés, l'intégration des immigrants à la société québécoise se passe plutôt bien

À voir l'ampleur que le débat sur les accommodements raisonnables a prise ces derniers mois, on serait porté à croire que le Québec a de graves problèmes avec ses immigrants. Tout le monde convient pourtant que l'on a grand besoin d'eux et il s'avère que leur intégration, à la fois économique, linguistique et sociale, se passe plutôt bien. Beaucoup mieux en tout cas qu'on ne le dit ou le pense généralement.

ÉRIC DESROSIERS

Le débat déclenché par la question des accommodements raisonnables a pris un nouveau tour cette semaine avec les déclarations du chef de l'ADQ, Mario Dumont, sur le nombre d'immigrants que le Québec accueille chaque année et sur le fait que cette capacité aurait atteint sa limite. Les chefs des deux autres grands partis ont eu tôt fait de condamner ces propos accusés de flirter avec la xénophobie. Le premier ministre Jean Charest a dit souhaiter, au contraire, une augmentation de l'immigration pour répondre aux besoins pressants en main-d'œuvre de l'économie québécoise. La chef du PQ, Pauline Marois, a noté que l'intégration des immigrants comportait tout de même des difficultés et déploré que le Québec soit encore obligé de partager les pouvoirs en la matière avec Ottawa.

L'un des problèmes d'intégration les plus souvent évoqués est celui en matière d'emploi. Tout le monde a entendu l'histoire de ces immigrants, ingénieurs diplômés, obligés de faire du taxi faute de pouvoir trouver mieux. Une autre histoire bien connue est celle qui fait du Québec une simple porte d'entrée en Amérique du Nord que les immigrants s'empresseraient de quitter à la première occasion pour aller s'installer en Ontario, en Alberta ou aux États-Unis. Une autre préoccupation importante des Québécois est le degré d'intégration des nouveaux arrivants à la majorité de langue française.

«*Contrairement à ce que l'on entend souvent, je vous dirais que les choses se passent plutôt bien en réalité*», dit Marie McAndrew, titulaire de la chaire en relations ethniques de l'Université de Montréal. *Il y a bien quelques problèmes, mais l'intégration des immigrants dans la société québécoise est plutôt une réussite.*

La chasse aux immigrants

Terre d'immigration depuis toujours, le Québec a aujourd'hui besoin d'immigrants pour différentes raisons. La plus souvent mentionnée ces jours-ci est de nature économique. Elle tient à la

menace de pénurie de main-d'œuvre que font peser le faible taux de natalité et l'arrivée des baby-boomers à l'âge de la retraite. Le Québec est d'ailleurs loin d'être seul dans cette situation et devra de plus en plus jouer du coude avec les autres économies développées elles aussi en chasse de travailleurs qualifiés.

Un autre objectif important, qui est propre cette fois-ci au Québec, est de maintenir pour des raisons politiques son poids relatif au sein de la fédération canadienne, mais peut-être plus encore d'éviter le déclin de la population francophone. Il est également question, dans le cas de l'accueil de réfugiés, du devoir d'assistance aux victimes de persécutions ou de catastrophes. «*Et puis, il y a aussi le désir de s'ouvrir à une diversité de cultures en cette époque de mondialisation. Qui voudrait vivre dans une société parfaitement homogène?*», note Marie McAndrew.

Selon les dernières statistiques officielles, le Québec a accueilli depuis 2002 une moyenne de 42 000 immigrants par année. De ce nombre, 60 % étaient des travailleurs qualifiés et des gens d'affaires sélectionnés en vertu d'objectifs économiques et de critères établis par le Québec; 22 % ont quant à eux profité des programmes visant à permettre le regroupement au pays de la famille nucléaire des immigrants reçus; et un peu plus de 16 % étaient des réfugiés. Plus de la moitié (54 %) des immigrants admis parlaient français. Près des deux tiers (63 %) étaient diplômés universitaires.

Près de 31 % arrivaient de pays asiatiques, comme la Chine (7 %) et l'Inde (3 %); 27 % d'Afrique, dont l'Algérie (9 %) et le Maroc (8 %); 23 % d'Europe, avec la France (8,5 %) et la Roumanie (6 %) en tête; et 19 % des Amériques et des Antilles (Colombie 4 % et Haïti 3 %). Au moment de leur entrée au pays, une majorité écrasante (76 %) comptait s'établir à Montréal, 10 % sont allés à peine plus loin sur sa rive sud ou à Laval, et seulement 4 % ont choisi la ville de Québec.

Le mythe du chauffeur de taxi

«*C'est sûr qu'il y en a là-dessus qui ont des diplômes universitaires et qui vont se retrouver chauffeurs de taxi. Mais ce sont des choses qui ar-*

rivent aussi à des Québécois dits de souche», dit Jean Renaud, professeur de sociologie à l'Université de Montréal et membre du Centre d'études ethniques des universités montréalaises (CEETUM).

Dans une récente étude auprès des immigrants entrés au Québec à titre de «travailleurs sélectionnés», ce chercheur a constaté que la moitié d'entre eux ont généralement obtenu un premier emploi après trois mois de résidence. Si tous n'auront pas eu la chance de trouver du travail dans leur domaine de spécialité, au moins 50 % occuperont après un an des fonctions correspondant à leur niveau de formation. Cette proportion grimpe à 68 % après cinq ans et se fait plus ou moins rapidement selon les défis d'acclimatation aux us et coutumes du Québec.

Cela laisse tout de même un tiers d'immigrants qualifiés qui n'arrivent pas à obtenir une pleine reconnaissance professionnelle de leurs diplômes, note l'expert. L'analyse des données suggère cependant que la plupart d'entre eux ne sont pas victimes de discrimination, mais plutôt des conditions du marché du travail. «*S'il est difficile à un moment donné, par exemple pour les diplômés de sociologie du Québec, de se trouver des emplois dans leur domaine, il est assez normal que cela le soit aussi pour un immigrant qui aurait la même formation*», résume le professeur Jean Renaud.

«*Dans l'ensemble, je dirais que c'est plutôt une*

bonne nouvelle», dit-il. *Mais tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes.* Les immigrants d'Asie et du Moyen-Orient restent désavantagés même après cinq ans. Les difficultés (ou résistances) des corporations professionnelles à admettre dans leurs rangs des collègues formés à l'étranger sont bien réelles. Entre 15 % et 18 % des immigrants sélectionnés sont diplômés dans des secteurs qui relèvent de leurs champs de compétence. Les corporations seront cependant forcées de s'adapter lorsque les besoins de main-d'œuvre se feront plus pressants, prédit-il.

Selon les statistiques, l'intégration des immigrants à la société québécoise se révèle plutôt bonne aussi dans les autres sphères de la vie. Plus des deux tiers (67 %) d'entre eux ont le français pour langue d'usage public au bout de dix ans. Loin de chercher à repartir aussi vite pour l'Ontario ou les États-Unis, plus des trois quarts sont encore au Québec au bout du même délai, ce qui correspond *grosso modo* à ce que l'on observe dans les autres sociétés développées. Les recherches du CEETUM ont montré que 36 % des immigrants sont devenus propriétaires de leur logement après ce délai, que 85 % vont voter aux élections provinciales et que 75 % assistent aux réunions de parents d'élèves à l'école de leurs enfants.

VOIR PAGE B 2: MINORITÉ



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

McGill

Gestion de projets

Inscrivez-vous à notre populaire programme en gestion de projets! Cette formation pratique s'adresse aux gestionnaires et professionnels qui désirent suivre un programme approfondi.

Les cours sont offerts une fois par semaine, en soirée, commençant le 10 septembre 2007. Le contenu de ce programme est conforme aux normes reconnues mondialement par le Project Management Institute (PMI®).

(514) 398-5454 | www.mcgill.ca/conted-general

Cours intensifs de langues

- ▶ Début des cours : 17 septembre 2007
- ▶ Cinq niveaux (de débutant à avancé)
- ▶ Groupes restreints vous permettant de partager une expérience d'apprentissage unique avec des étudiants d'ici et d'ailleurs
- ▶ Programme menant au *Certificat de compétence* en anglais de McGill ou au *Certificat de compétence* en français de McGill.

(514) 398-1212 (programme d'anglais)
(514) 398-1202 (programme de français)



McGill
Centre d'éducation permanente

PERSPECTIVES

La Bourse et la vie

Un citoyen qui travaille fort pour sa croûte s'est dit passablement inquiet face à la crise financière qui secoue les Bourses du monde entier.

«Je dois confier au préalable que je n'y comprends strictement rien. Tenez, lorsque je regarde les nouvelles et que, entre un reportage sur un soldat canadien qui s'apprête à partir pour l'Afghanistan et un topo sur la population qui vieillit sans cesse, ils nous font part des mouvements du Dow Jones ou du TSX pendant la journée qui vient de s'écouler, je regarde ça et je n'ai pas la moindre idée de ce que cela peut bien signifier. L'indice MX de volatilité implicite est à 25,61? Quant à moi, il pourrait être à 544 que ça ne me ferait guère un pli sur la différence», a relaté le citoyen alors qu'il cherchait à boucler sa fin de mois sans surcharger ses cinq cartes de crédit.

Sur ce, le citoyen en a profité pour indiquer qu'il ne comprenait pas davantage pourquoi on fait un tel plat des soldats qui s'en vont puisque l'adhésion à l'armée reste quand même volontaire au Canada et que lorsqu'on entre dans l'armée il faut quand même s'attendre à être envoyé quelque part à un moment donné, «mais bon».

Si donc le flux des valeurs boursières ne revêt aucun sens aux yeux du citoyen, celui-ci a cependant «contracté une sensation de mal-être» en voyant les spéculateurs s'agiter sur les planchers. «Leurs visages trahissaient une stupeur certaine, voire une angoisse économique induite», a relaté le citoyen. «Comme il s'agit de gens importants, des leaders du monde occidental moderne, je me suis dit qu'il devait se passer quelque chose de pas correct en termes de rendement.»

Le citoyen s'est présenté comme un «passionné des entreprises», car elles sont «le moteur du niveau de vie». «Ce sont les entreprises qui créent de la richesse pour nous tous. Enfin, pas tellement pour moi jusqu'à maintenant, mais ça va sans doute venir un jour. Pour cela, on a besoin de Bourses fortes.»

Le citoyen a ajouté qu'il n'avait personnellement pas beaucoup d'argent de côté, même pas du tout, mais que s'il était sollicité pour faire un don à la Bourse afin de l'aider à traverser l'épreuve, il ferait un effort. «Je peux toujours sauter un repas de temps en temps», a-t-il expliqué.

S'il est un partisan des entreprises, le citoyen révèle que la raison en est non seulement qu'elles créent de la richesse, mais aussi qu'elles provoquent la croissance. «Je crois fermement en la croissance. Je pense que ça ne devrait jamais arrêter de croître. Remarquez, j'ai peut-être l'air de me répéter ici, mais je n'ai pas la moindre idée de ce qui doit croître, ni de comment la croissance doit se faire. Je ne sais pas comment, mais je sais pourquoi, toutefois: parce que la croissance, c'est bon pour l'économie. Et l'économie, c'est bon pour nous tous», a-t-il déclaré.

À cet égard, le citoyen trouve que le monde devrait arrêter de protester contre le sommet des dirigeants du Canada, des États-Unis et du Mexique qui aura lieu dans deux jours au Château Montebello.

«D'abord, on oublie un peu vite que le Château Montebello est le plus vaste édifice du monde construit en rondins [c'est l'édifice qui est construit en rondins, pas le monde]. Les trois ailes du bâtiment original, construit en 1930, sont composées de quelque 10 000 billots de cèdre rouge transportés par train depuis la Colombie-Britannique», a fait savoir le citoyen en citant une dépêche de l'Agence France-Presse qui passait par là et qui lui a permis d'en apprendre davantage sur la façon dont les riches vivent.

«Des rondins. Y a-t-il plus noble symbole de l'histoire de ce pays, plus puissant rappel de la rude vie de nos ancêtres qui ont défriché à mitaine le pergélisol ingrat du Bouclier cana-



Jean Dion

dien? Et vous voulez savoir qu'est-ce qui a permis à cette construction de voir le jour? En plein ça: la croissance. Pendant que tout le monde s'apitoie avec la Crise, d'autres se sont relevés les manches et ont passé à l'action. On devrait être fiers que Bush vienne s'y tirer une bûche, comme qu'on dit», a indiqué le citoyen, qui n'a pas manqué de poursuivre sa citation. «Le bâtiment a été construit en trois mois par 3500 ouvriers et il a fallu 300 ébénistes pour tailler les billots de cèdre. La légende veut que M. Saddlemyre [Harold, l'homme d'affaires américano-suisse qui a fait ériger le Château Montebello] ait offert un voyage de trois mois à Rome au prêtre du village pour que les ouvriers puissent aussi travailler le dimanche.»

Par-delà les rondins, le citoyen s'est aussi fait fort de souligner la raison d'être du sommet de Montebello. «Ça va être une réunion de quoi? En plein ça: du Partenariat pour la sécurité et la prospérité. Répétez après moi, s'il vous plaît: sécurité, prospérité. Est-ce qu'on a affaire à un Partenariat pour le danger et la pauvreté? Non, messieurs dames. Or, si le nom le dit, sécurité et prospérité, et qu'en plus le partenariat est pour, il ne peut en ressortir à la fin que de la sécurité et de la prospérité. Cette prospérité créée permettra d'ailleurs de calmer mes inquiétudes quant à ce qui se passe dans les Bourses.»

«Et vous savez ce qui viendra de cette prospérité? La croissance. Et la croissance est toujours un signe qu'il y a de l'économie.»

Selon le citoyen, il importe peu que l'ordre du jour précis de la rencontre demeure entouré d'un secret relatif. «Ce n'est pas comme s'il y avait une réunion d'une quelconque coalition pour que les choses aillent mal ou bien, à propos de laquelle on ne saurait pas si les discussions iront dans le sens que les choses aillent bien ou qu'elles aillent mal. Là, on sait que tous les pourparlers se dérouleront pour la sécurité et pour la prospérité. Moi, ça me suffit amplement», a-t-il commenté.

La confiance du citoyen a d'ailleurs été sérieusement renforcée par le récent remaniement ministériel. «Je dois reconnaître que je m'intéresse assez peu à la politique fédérale, même pas du tout. Quand on est un passionné des entreprises, on n'a pas grand-chose à faire du gouvernement, sauf lorsqu'il crée de la sécurité et de la prospérité. Je ne connais aucun des ministres. Mais c'est un excellent remaniement. Vous comprendrez que je me sens des atomes crochus avec tous ceux qui arrivent à un nouveau poste et qui doivent commencer à travailler et à répondre aux questions tout de suite même s'ils n'y connaissent rien», a relaté le citoyen.

«Quant aux chefs des autres partis qui disent, à chaque fois qu'un remaniement ministériel survient, qu'il ne s'agit que d'un jeu de chaises musicales, j'aimerais savoir ce qu'ils ont contre les chaises et contre la musique. Savez-vous ce que je pense? Oui, je sais que vous le savez, mais je vais vous le dire pareil: je pense qu'ils sont jaloux. Parce que la chaise qui manque, c'est celle qu'ils n'ont pas. Eux aussi, au lieu de passer leur temps à chialer, aimeraient pouvoir créer de la prospérité.»

Le citoyen a conclu l'entretien en jetant un coup d'œil à ses factures impayées. «Vous voyez ces dettes? Ça vous effrayerait si vous en aviez autant, n'est-ce pas? Mais moi, je m'en réjouis. Car mes dettes sont en pleine croissance.»

jdion@ledevoir.com

Le dernier remaniement de Stephen Harper

Au travail!

Les attentes envers les nouveaux ministres conservateurs sont énormes, mais ont-ils le mandat d'y répondre?

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Mieux porter le message. Voilà, pour l'essentiel, la tâche confiée aux ministres conservateurs assermentés mardi dans leurs nouvelles fonctions. Mais un message mieux enrobé sera-t-il à lui seul suffisant pour décloisonner les appuis du parti de Stephen Harper et convaincre enfin l'électorat que cette équipe mérite une majorité? L'opposition, évidemment, n'y croit pas et invite les nouveaux titulaires de postes clés à repenser leur action.

Les nouveaux ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale, Maxime Bernier et Peter MacKay, font probablement l'objet des attentes les plus élevées. L'opposition, farouchement opposée à la mission en Afghanistan, qu'elle juge trop militaire, réclame de leur part un coup de barre.

«Nous demandons aux ministres de dire clairement que la présence militaire canadienne en Afghanistan se termine en février 2009», dit le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, en entrevue avec *Le Devoir*. Le gouvernement a jusqu'à présent refusé de s'aventurer sur cette voie, bien que M. Harper ait indiqué qu'un prolongement ne serait possible qu'avec un accord de la Chambre des communes.

Les libéraux, qui demandent aussi la fin de l'intervention militaire — mais non humanitaire — en février 2009, exigent davantage de transparence. Le gouvernement canadien, contrairement à celui des États-Unis, refuse de transmettre de quelconques informations à propos des Afghans faits prisonniers par les soldats canadiens. Combien sont-ils? Où sont-ils détenus et par qui? Dans quelles circonstances ont-ils été interpellés? Quel est leur état de santé? Voilà autant de questions laissées sans réponse sous prétexte de préserver la sécurité nationale.

«Je demande que M. MacKay lève le secret entourant l'accès à l'information sur les prisonniers afghans», indique le député montréalais Denis Coderre, porte-parole libéral en matière de défense. Pour lui, le brassage ministériel de mardi «n'est pas le remaniement de l'être, c'est le remaniement du paraître. On cherche des soi-disant communicateurs, mais on se fait des enjeux.»

L'opposition

Les attentes sont aussi très élevées envers Josée Verner, qui a hérité du Patrimoine. Tant le chef du Bloc québécois que celui du Parti libéral, Stéphane Dion, l'implorent de restaurer le Programme de contestation judiciaire, un programme de 2,8 millions de dollars aidant les groupes minoritaires à s'adresser aux tribunaux pour faire valoir leurs droits.

«J'espère que Mme Verner rétablira aussi les subventions amputées aux groupes de femmes soi-disant parce que ce n'étaient pas de vrais programmes pour les vraies femmes», ajoute M. Duceppe. Le chef bloquiste lui demande également d'accélérer la cadence pour offrir les 30 millions de dollars promis dans le dernier budget aux organisateurs de festivals, somme qui se fait toujours attendre.

Jim Prentice, déplacé à l'Industrie, est invité par M. Dion à revoir les décisions de son prédécesseur en matière de déréglementation de la téléphonie locale. «Il faut revoir cette déréglementation aveugle qui risque d'affaiblir le Québec rural», dit-il en entrevue avec *Le Devoir*. Maxime Bernier avait décidé de passer outre une décision du

CRTC et de permettre aux anciens monopoles d'établir eux-mêmes leurs prix sur les territoires desservis par trois concurrents, indépendamment de leur potentielle fragilité de débutants.

Gilles Duceppe, quant à lui, demande à M. Prentice de se prononcer fermement sur l'achat d'Alcan par Rio Tinto. «Il faut qu'il leur demande de se commettre envers le maintien d'un niveau d'emplois au Québec, du siège social, du Centre de recherche universitaire sur l'aluminium [basé à Chicoutimi et financé par Alcan] et des procédés de deuxième et troisième transformation», dit-il.

Peu de chances?

Selon le professeur François Rocher, ces demandes ont peu de chances d'être entendues. «Au moment de remanier son cabinet, est-ce que le premier ministre a donné une quelconque indication que les priorités de son gouvernement allaient changer? La réponse est non», dit celui qui enseigne à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa.

Certes, à peu près tous les ministres ayant fait face à la controverse ont été affectés mardi, mais aucun n'a subi la démotion suprême consistant à être expulsé du cabinet. Ce qui fait dire à M. Rocher que ce remaniement ministériel est avant tout cosmétique et qu'il a d'étranges similarités avec celui de janvier dernier.

Le premier ministre Harper avait alors compris que les actions de son gouvernement en environnement et en justice criminelle créaient des insatisfactions auprès de la population. Pourtant, la démotion imposée aux deux titulaires, Rona Ambrose et Vic Toews, ne s'est pas traduite par un changement de cap dans ces deux domaines.

En matière de justice criminelle, tous les projets de loi les plus dérangeants ont été déposés par l'ancien ministre, et son successeur, Rob Nicholson, ne les a pas modifiés d'un iota. Il a seulement déposé deux projets de loi supplémentaires depuis son arrivée. Il n'a pas non plus rayé la présence des policiers aux comités de sélection des juges, décriée par tout le milieu judiciaire.

L'environnement a subi le même sort. John Baird a pris la barre du ministère avec pour mission, non pas de concocter un plan de lutte contre les changements climatiques plus au diapason des attentes de la population, mais avec celle de convaincre le public que le gouvernement conservateur avait de bonnes raisons de ne pas se plier aux exigences du protocole de Kyoto. M. Baird a brandi des statistiques catastrophiques sur l'impact économique d'une réduction subite des émissions de gaz à effet de serre. «C'est un peu la même chose cette fois-ci», conclut François Rocher.

La tiédeur des femmes

Les conservateurs ont besoin de relancer leur gouvernement s'ils rêvent de ravir un autre mandat, majoritaire cette fois. Contrairement aux libéraux qui pouvaient souvent compter sur l'appui du NPD, le Parti conservateur n'a pas d'allié naturel à la Chambre des communes et chacune de ses initiatives n'avance lentement qu'au terme de pénibles négociations avec tantôt le Bloc québécois, tantôt le NPD, tantôt encore le Parti libéral. Une majorité serait grandement appréciée.

Mais voilà, les sondages ne permettent pas d'y rêver, loin s'en faut. À 31 % dans les sondages (jusqu'à 36 % selon les maisons de son-



Le ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier.



Le ministre de la Défense Peter MacKay en compagnie de son prédécesseur Gordon O'Connor.



La ministre du Patrimoine Josée Verner.

dage), ils sont loin de leur compte, devançant le Parti libéral d'à peine trois points (dans les meilleurs scénarios) ou étant à égalité avec lui (dans les pires). La clé réside dans l'élargissement de leur base traditionnelle.

Les femmes constituent un de ces segments non acquis aux conservateurs. Le dernier sondage effectué par le Strategic Counsel pour le compte du *Globe and Mail* en juillet a quantifié le fossé entre les préférences politiques des hommes et des femmes. Si l'appui national au PC (31 %) ne varierait presque pas selon le niveau d'éducation et de revenu des électeurs, il changeait beaucoup plus entre les hommes (37 %) et les femmes (26 %).

Cette tiédeur des femmes à l'égard des charmes conservateurs se reflète d'ailleurs dans la composition de la députation conservatrice (14 sur 125, ou 11 %) et du cabinet (7 sur 31, ou 22 %). Ce n'est sûrement pas un hasard si le porte-parole du premier ministre, Dimitri Soudas, a

sauté sur l'occasion cette semaine de critiquer le député bloquiste Christian Ouellet, qui avait comparé la ministre Josée Verner à une «belle potiche». Qualifiant les propos de «complètement inacceptables», il a invité le chef Gilles Duceppe à «faire la leçon à son député, car les femmes accomplissent beaucoup de choses en politique ces jours-ci».

M. Rocher rappelle que cette réticence des femmes à l'égard des conservateurs est historique. «Les femmes sont généralement plus favorables aux programmes sociaux, à l'intervention ciblée de l'État, alors que les hommes sont plus conservateurs en ces matières.» Un discours axé principalement sur les policiers, les soldats et l'équipement militaire y est-il pour quelque chose? Selon M. Rocher, le Parti conservateur ne peut pas abandonner ce discours, devenu sa marque de commerce. «En changeant de cap, il s'aliénerait son noyau dur d'appuis.»

Le Devoir

MINORITÉ

SUITE DE LA PAGE B 1

«Ces tendances sont beaucoup plus fortes encore chez les enfants d'immigrants», dit Jean Renaud. La loi 101 fait des merveilles.

Où est le problème alors? L'immigration reste beaucoup trop concentrée à Montréal malgré des hausses observées ces dernières années dans la proche périphérie, comme à Laval et Brossard, ou encore à Québec et Gatineau, note Marie McAndrews. L'intégration économique continue également de rencontrer des défis importants.

Mais plus important encore, il faut d'abord que la population veuille bien recevoir des immigrants pour que ces derniers puissent s'y intégrer. «Je crois que l'on doit reconnaître qu'on n'a pas fait

notre "job" de ce point de vue-là, dit Marie McAndrews du gouvernement et des experts comme elle. On ne s'est pas assez soucie d'expliquer la situation à l'opinion publique. La perception des gens est qu'il y a un problème. On est peut-être victime aussi de notre succès, dans la mesure où plus l'intégration des immigrants est réussie, plus ils sont visibles à la télé, dans les institutions, lors d'événements publics.»

Ce sentiment d'insécurité est particulièrement fort en dehors de Montréal où l'on n'a pas encore eu beaucoup l'occasion de côtoyer quotidiennement des immigrants, pense Jean Renaud. «Les Montréalais ont vécu le même choc à la fin des années 70, lorsque la loi 101 a provoqué la francisation d'une immigration que l'on ne voyait pas jusque-là parce qu'elle s'intégrait à

la population anglophone. Cette réaction est parfaitement normale. Après tout, cela ne fait pas 500 ans que l'on accueille des gens de partout à travers le monde.»

Il faut dire que l'on assiste depuis peu à une conjonction d'événements qui n'arrange rien, fait remarquer Marie McAndrews. La peur de l'intégrisme islamique à la suite des attaques du 11-Septembre et la déconfectionnalisation des écoles du Québec jettent soudain un éclairage peu avantageux sur l'augmentation du nombre d'immigrants en provenance des pays musulmans du Maghreb des dernières années.

Marie McAndrews déplore aussi le «bordel conceptuel» dans lequel le débat sur les accommodements raisonnables a plongé le Québec ces derniers mois. «Tout

le monde parle d'un problème d'immigrants, mais les histoires que l'on rapporte concernent la communauté juive orthodoxe et les témoins de Jéhovah! Les gens ont été tout étonnés d'apprendre par un sondage que les populations issues de l'immigration partageaient leur opinion sur les accommodements raisonnables.»

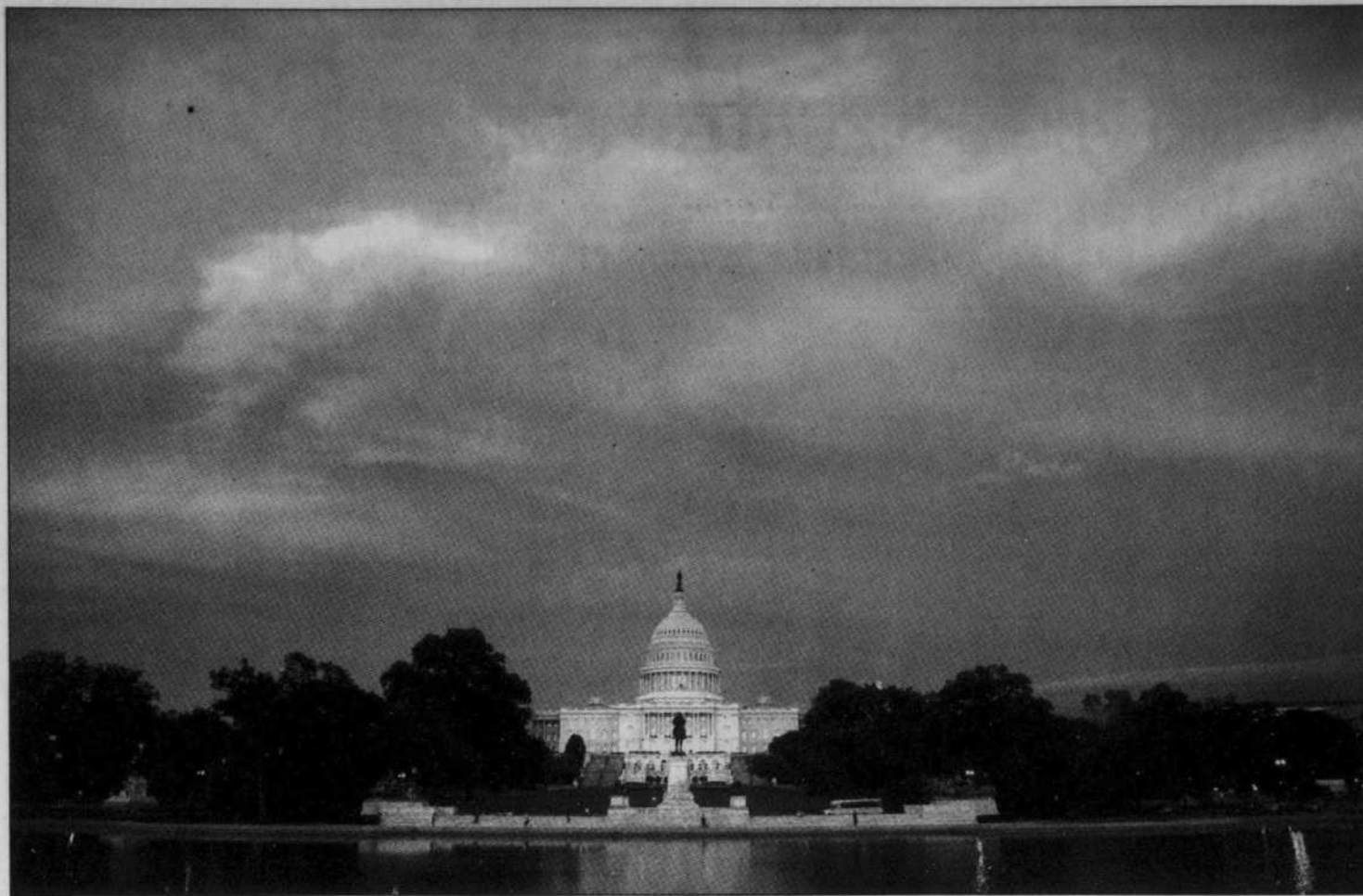
La situation est déjà suffisamment confuse et tendue pour que l'on ne fasse pas exprès pour la rendre encore plus difficile, pense la spécialiste. «Au fond, je suis assez d'accord avec Mario Dumont, dit-elle. On ferait probablement mieux de se donner deux ou trois ans avant de penser à augmenter le niveau d'immigration, le temps de corriger certains problèmes et de clarifier le débat.»

Le Devoir

YOSH TAGUCHI, M.D.
LE ZEN EN ACTION
ZEN IN ACTION
 UN CHIRURGIEN RÉVÈLE SA PHILOSOPHIE DE LA VIE
 A SURGEON REVEALS HIS LIFE PHILOSOPHY
 256 pages - 23,50 \$ chacun
 ISBN 978-2-7601-6942-5
 ISBN 978-2-7601-6943-2
 GUÉRIN, éditeur libé
 514-842-3481
 En vente dans toutes les librairies
 Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

NOUVEAU dans la section culture sur
LE DEVOIR.com
 Trouvez l'horaire des films à l'affiche
 En salle / à la télé / et les nouveautés DVD

PERSPECTIVES



Les conséquences du fiasco de l'invasion de l'Irak, en 2003, font aujourd'hui douter l'Amérique.

JASON REID REUTERS

Une réputation ternie

L'image des États-Unis a perdu du lustre auprès de la majeure partie des pays du monde

Les sportifs américains sont rentrés très secoués du Brésil, où ils participaient le mois dernier aux Jeux panaméricains, notait gravement la semaine dernière le *Chicago Tribune*. Ils ont essuyé des huées lors de la cérémonie d'ouverture, des «USA, allez en enfer» durant un match de volley-ball les opposant à l'équipe cubaine, et, pour finir, les applaudissements enthousiastes de la foule quand un gymnaste américain a eu le malheur de chuter... Cet épisode n'est que la dernière manifestation d'un antiaméricanisme de plus en plus acerbe.

PHILIPPE GRANGEREAU

Washington — Une étude intitulée «Malaise global», réalisée en juin dans 47 pays par l'Institut Pew, souligne que «depuis cinq ans, l'image des États-Unis s'est ternie auprès de la majeure partie des pays du monde — et s'est dégradée considérablement chez les alliés traditionnels des États-Unis, dans les Amériques, au Moyen-Orient et ailleurs». La Turquie établit un record, avec 83 % d'opinions défavorables. En France, 76 % des personnes interrogées désapprouvent «les idées américaines de la démocratie», selon Pew, qui a sondé un total de 45 000 personnes. Des scores presque similaires sont enregistrés en Allemagne, en Espagne, au Pakistan. Seule l'Afrique noire a globalement une vision positive des États-Unis et rares sont les pays qui ne se réjouissent pas de l'humiliation subie en Irak par la superpuissance.

Cette défiance à l'égard des États-Unis et de leur président inquiète les Américains eux-mêmes. Surtout le camp démocrate, qui n'a cessé ces dernières semaines de s'exprimer sur le sujet. Barack Obama, qui se présente aux présidentielles de novembre 2008, déplore que l'idéal américain de liberté soit «tragiquement associé par beaucoup à travers le monde à la guerre, la torture et le changement de régime par la force. Il n'y a pas si longtemps que cela, les fermiers vénézuéliens et indonésiens accrochaient des portraits de John F. Kennedy sur les murs de leur maison», déplore-t-il, assurant qu'«cette Amérique-là à nouveau» est possible.

«Tout le monde ne peut pas nous aimer, mais il ne faut pas non plus que tout le monde nous haïsse», rappelait de son côté, le mois dernier, la candidate Hillary Clinton à un partisan qui lui faisait remarquer que les États-Unis «ne sont plus la puissance mondiale qu'ils ont été».

La suprématie perdue

On est en effet loin de l'omnipotence américaine de la dernière décennie, lorsqu'en 1992 George H. Bush déclarait qu'«un monde autrefois divisé en deux camps armés ne reconnaît maintenant qu'une seule puissance prééminente, les États-Unis d'Amérique. Et il nous regarde sans crainte, car le monde nous fait confiance [...] car il sait que ce que nous faisons est juste». Loin aussi, la suprématie encore fièrement affichée en 2002 par son fils, George W. Bush, qui affirmait que «les États-Unis se trouvent dans une position de force militaire sans précédent, alliée à une grande influence politique et économique». Le géant américain venait alors de renverser légalement, avec ses alliés, le régime taliban en Afghanistan, et paraissait invincible. Le pays se drapait, de surcroît, dans l'extraordinaire capital de sympathie issu des attentats du 11 septembre 2001.

Les conséquences du fiasco de l'invasion de l'Irak, en 2003, font aujourd'hui douter l'Amérique. «Sommes-nous Rome?», demande, dans le titre de son récent ouvrage, le journaliste Cullen Murphy. Il compare

les États-Unis à l'Empire romain du Ve siècle et se demande si ce «centre du monde» contemporain n'est pas aussi voué à une prochaine chute. Il voit la «décadence» dans l'écart qui se creuse entre les riches et les pauvres et dans l'incompétence d'un gouvernement par ailleurs arrogant.

Point de rupture

Les analogies historiques ont leurs limites, mais la cité-empire washingtonienne semble bel et bien dépouillée d'une grande partie de sa légitimité aux yeux du monde. «L'étiement des ressources financières et militaires», conséquence de la stratégie suivie par la Maison-Blanche dans sa «guerre contre le terreur», limite désormais considérablement l'aptitude des États-Unis à présenter une «menace crédible» à ses ennemis, qui s'en trouvent enhardis, s'inquiétait la semaine dernière, dans le *New York Times*, l'universitaire Samantha Power.

«Le monde nous fait confiance, car il sait que ce que nous faisons est juste»

«Avec trop peu d'hommes et d'alliés, les guerres en Irak et en Afghanistan ont étrié les ressources du Pentagone jusqu'au point de rupture et agitent le spectre d'une défaite possible dans ces deux conflits. [...] Abou Gharaïb et Guantánamo Bay ont considérablement endommagé l'image de l'Amérique à l'étranger. [...] le gouvernement apparaît de plus en plus incompetent. [...] presque rien n'est fait pour les menaces du réchauffement climatique, la crise nationale du système de santé ou pour résorber le déficit...» Ce catalogue horribles a été dressé en juillet par Leon Panetta, qui fut chef de cabinet de la Maison-Blanche sous la présidence de Bill Clinton. Comme beaucoup d'Américains, Panetta ne compte plus sur l'hôte actuel de la Maison-Blanche et met tous ses espoirs de redressement dans l'élection d'un nouveau président. Les Américains aussi, puisqu'ils sont désormais 65 % à désapprouver les actions de leur président, George W. Bush.

Libération

«L'antiaméricanisme a toujours existé»

Peter Beinart, expert de politique étrangère du Council on Foreign Relations, un centre de réflexion indépendant basé à Washington, analyse les doutes de la superpuissance.

— Pourquoi cette montée de l'antiaméricanisme?

L'antiaméricanisme a toujours existé, mais il s'est accentué après l'invasion de l'Irak en 2003 et il est resté à peu près au même niveau depuis.

— Est-il plus fort que pendant la guerre du Vietnam?

Il était très fort en Europe et en Amérique latine pendant la guerre du Vietnam, mais assez insignifiant au Moyen-Orient à la même époque. Jamais l'antiaméricanisme n'a été aussi global qu'aujourd'hui. La fin de la guerre froide a été l'un des facteurs aggravants, car jusqu'à la chute de l'Union soviétique, il y avait toujours une autre superpuissance à blâmer.

— Cette hostilité généralisée inquiète-t-elle les États-Unis?

Bien sûr. Il y a beaucoup de débats à ce propos. L'antiaméricanisme affaiblit les États-Unis, car il diminue sa capacité de convaincre. On ne peut persuader un interlocuteur que s'il est convaincu qu'il y va aussi de son propre intérêt. L'Amérique doit revenir à des

gestes politiques éclairés, comme autrefois le plan Marshall, qui sont dans notre intérêt et celui d'autres pays. Washington pourrait par exemple lancer une initiative forte sur le réchauffement climatique.

— Que fait l'administration Bush pour contrer la défiance qu'elle suscite?

Elle souhaite améliorer l'image du pays en se montrant plus consensuelle. Mais la Maison-Blanche pense essentiellement que ces démonstrations d'hostilité sont éphémères. Elle fait le parallèle avec le début des années 80. Il y avait alors d'énormes manifestations en Europe contre le déploiement de missiles Pershing, mais la ligne dure de Ronald Reagan a été correcte puisque l'Empire soviétique s'est effondré. De la même manière, Bush est toujours persuadé que l'accent mis sur la démocratie et la liberté dans le monde musulman sera, au final, perçu comme la bonne réponse aux attentats du 11 septembre 2001.

— La puissance américaine décline-t-elle?

Il ne fait aucun doute que les États-Unis sont relativement moins puissants qu'ils ne l'étaient en 2001. Leur prestige et leur réputation ont diminué. Par ailleurs, la puissance militaire américaine, si elle demeure indiscutable dans le domaine de la guerre conven-

tionnelle, s'est révélée incapable d'apporter la stabilité à l'Irak, car elle est confrontée à une guérilla. L'Amérique connaît aussi un déclin simple en raison de la montée en puissance, sur le long terme, de l'Inde et de la Chine.

— La suprématie des années 1990 était-elle une exception?

C'était une sorte d'aberration historique. L'Empire soviétique venait de s'effondrer, le Japon et l'Allemagne étaient en récession, tandis que l'Inde et la Chine amorçaient à peine leur essor. Les États-Unis étaient forts car presque toutes les grandes puissances étaient faibles. Cette situation inhabituelle est maintenant en train de se normaliser.

— Les Américains considèrent-ils que leur pays est en déclin?

L'Amérique se croit cycliquement en déclin tous les 20 ans environ. À la fin des années 50, après le lancement de *Sputnik* par les Soviétiques; dans les années 70, après la guerre du Vietnam et l'embargo pétrolier; puis à nouveau dans les années 80, alors que les économies japonaises et allemandes paraissaient en bien meilleure forme que celle des États-Unis. L'Amérique a toujours, jusqu'à présent, réussi à se régénérer.

— Y parviendra-t-elle de nouveau?

Les pessimistes pointent le fait que le système d'éducation est problématique, car avec la mondialisation, de plus en plus de tâches actuellement accomplies par des travailleurs américains pourront être remplies plus tard par des travailleurs éduqués chinois et indiens. Par ailleurs, le système politique est malade, notamment en raison de l'influence excessive de l'argent. Les optimistes disent que les États-Unis tireront parti de la mondialisation pour attirer de partout des talents innovateurs, qui se sentiront si bien en Amérique qu'ils s'y installeront et se considéreront américains. La capacité qu'ont les États-Unis d'être une société multiculturelle est son meilleur atout dans un monde «globalisé».

— L'Amérique de Bush est-elle impérialiste?

Pas dans le sens traditionnel du mot. Mais l'administration Bush a oublié les leçons [des présidents] Franklin Roosevelt et Harry Truman, qui consultaient toujours les nations plus faibles avant d'agir. En se comportant ainsi, les États-Unis n'apparaissent pas comme impérialistes, et c'est là, paradoxalement, une grande source de force.

Propos recueillis par Philippe Grangereau Libération

L'irrévérence de Moscou

LORRAINE MILLOT

Moscou — «Les États-Unis se comportent comme un hooligan bourré. Nous, nous attendons qu'ils dessaoulent.» Comme beaucoup d'autres experts russes, Sergueï Markov, politologue proche du Kremlin, se permet maintenant un rien d'irrévérence à l'égard de la première puissance mondiale. Ces derniers temps, Vladimir Poutine a donné le ton en Russie, en traitant les États-Unis de «camarade loup» prêt à dévorer les plus petits pays, ou en comparant la politique américaine à celle d'Adolf Hitler.

À la suite du président russe, journalistes et proches du Kremlin célèbrent à qui mieux mieux la fin du «gendarme du monde». Si le discours russe est tellement outré, c'est qu'il est à la mesure de la grande peur provoquée par les avancées américaines dans l'espace post-soviétique ces dernières années. La révolution orange de décembre 2004 en Ukraine, que le Kremlin considère comme téléguidée par Washington, a été un traumatisme grave à Moscou, de même que l'élection en Géorgie de Mikhaïl Saakachvili, président qui rêve d'Amérique et d'OTAN. L'affaiblissement américain est avant tout perçu comme une occasion de voir cette pression occidentale s'estomper aux frontières de la Russie.

Empire romain

«Moins les États-Unis ont de succès dans leur folle politique d'isolement de la Russie, mieux c'est pour nous», résume Sergueï Markov, qui, comme beaucoup de proches du Kremlin, met volontiers sur le dos des Américains les difficultés de la Russie avec ses voisins. «L'échec des États-Unis en Irak a eu pour conséquence de discréditer toute leur politique de démocratisation du monde», observe aussi Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de la revue, *Russia in Global Affairs*. «Aujourd'hui, personne dans le monde n'est prêt à prendre aux Américains le rôle de leader mondial, et certainement pas la Russie», avoue cet analyste.

Mais le Kremlin peut profiter de la situation pour essayer de rattraper tout ce qu'il a perdu ces 15 dernières années. Tandis que l'ordre mondial vacille, le pays brûle d'envie de s'approprier quelques morceaux. Pour les nationalistes russes, très populaires, c'est l'occasion en tout cas de trompeter. «Le déclin de l'Empire romain a commencé lorsqu'au lieu de l'armée de paysans, César et Pompée ont créé une armée de soldats professionnels qui ne voulaient pas mourir», explique Anatoli Outkine, historien à l'Institut des États-Unis et du Canada de l'Acadé-

mie russe des sciences. «Or, aujourd'hui, les Américains ne veulent pas mourir», poursuit cet expert. «Les Américains n'aiment pas travailler sur ordinateur. Ils ont peuplé leur Silicon Valley d'Indiens et d'Iraniens... San Francisco est la capitale des homosexuels...»

Le déclin

Ce déclin américain n'est d'ailleurs qu'un élément du crépuscule de tout l'Occident, prévient Anatoli Outkine. «Les 500 ans de domination de l'Occident sur le monde sont en train de s'achever et, "in extremis", la Russie a réussi à prendre le train des nouveaux pays qui montent, aux côtés de la Chine, de l'Inde et du Brésil.»

«Personne dans le monde n'est prêt à prendre aux Américains le rôle de leader mondial»

Pour preuve, l'historien rappelle comment la Russie renforce son armée, développe ses nouveaux missiles Bou-lava, livre des armes à la Chine ou à l'Iran, et reprend pied au Proche-Orient. «L'Europe aurait pu être le centre du monde si seulement la Russie avait été acceptée dans l'OTAN et l'Union européenne», affirme Anatoli Outkine. En 2025, c'est Shanghai qui sera le centre du monde, et la Russie sera dans le camp

de l'Orient. Aujourd'hui, nous n'attendons plus rien de l'Occident.» Les têtes plus froides, qui ont encore le contrôle du pays, enconnaissent pourtant que la Russie n'est non seulement pas prête à prendre la place des États-Unis, mais qu'elle n'a même pas forcément intérêt à son effondrement.

«Le crash des néoconservateurs américains et de leur politique de folie est bon pour la Russie, mais pas le crash des États-Unis», nuance Sergueï Markov. Nous sommes contents de chacun des échecs des États-Unis en Ukraine, où l'État russe est né. Mais nous ne sommes pas heureux des problèmes des États-Unis en Irak, en Afghanistan, ou même au Japon, si les nationalistes japonais venaient à les chasser du Japon.»

Le décrochage américain entraîne Moscou à repenser le monde, ajoute Fiodor Loukianov, de *Russia in Global Affairs*. «Jusqu'à récemment encore, la Russie était partisane du "statu quo". Son intérêt était de préserver l'ordre du monde tel qu'il était, tandis que l'Occident se voulait plus réformateur. Aujourd'hui, c'est l'Occident qui veut garder son titre de vainqueur de la guerre froide, tandis que la Russie demande à changer l'ordre des choses.» Un grand mouvement de plaques géostratégiques s'annonce à nouveau, observe-t-on à Moscou, semblable peut-être à celui de 1989. Mais cette fois-ci, la Russie voudrait bien être acteur, et plus seulement victime.

Libération



Vladimir Poutine

DENIS SINYAKOV REUTERS

LA GRAMMAIRE, C'EST MON AFFAIRE

Colette BAILLARGEON

3^e ANNÉE Cahier • 144 pages • 14,05 \$
Corrigé • 138 pages • 29,15 \$

4^e ANNÉE Cahier • 152 pages • 15,80 \$
Corrigé • 150 pages • 29,15 \$

5^e ANNÉE Cahier • 160 pages • 16,75 \$
Corrigé • 160 pages • 29,15 \$

6^e ANNÉE Cahier • 176 pages • 16,75 \$
Corrigé • 176 pages • 29,15 \$

GUERIN, éditeur. Tél. 514-842-3481

En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués hors taxes de détail.

ÉDITORIAL

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
 LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

L'investisseur piégé

La correction du marché boursier a connu un moment d'accalmie hier, à la suite de la décision de la Réserve fédérale américaine de diminuer son taux d'escompte. Une fois de plus, les petits investisseurs, qui comptent sur la performance de leurs placements pour leur retraite actuelle ou à venir, constatent l'importance de ne pas succomber à l'appel des sirènes en période d'exubérance des marchés pour s'en tenir à un portefeuille équilibré.

Au Canada, sept millions de travailleurs contribuent à un régime de retraite d'entreprise ou à un REER. Dans le premier cas, la caisse est gérée par un comité qui voit à équilibrer les risques alors que, dans le second, c'est l'individu lui-même qui doit apprendre à faire fructifier ses avoirs, avec ou sans l'aide de conseillers.

Il va sans dire que ces petits investisseurs sont souvent les plus affectés lorsque survient une dégringolade des cours. Or, de fois en fois, les nouveaux venus commettent souvent la même erreur. Impatients et mystifiés à la vue de rendements qui croissent par eux-mêmes, ils voudront tenter leur chance en immobilisant une trop forte proportion de leurs épargnes dans les seuls titres à la mode: les technos en 2000 et les ressources naturelles six ans plus tard, par exemple. Certains iront jusqu'à emprunter pour croître plus vite, au risque de devoir vendre à perte les titres les plus solides de leur portefeuille afin de rembourser l'emprunt lors d'une chute des cours. En 2000, combien d'investisseurs ont ainsi vu fondre la presque totalité de leurs épargnes après s'être crus riches?

On ne peut jamais prévoir le jour où la bulle éclatera, pas plus que l'ampleur de la déflagration. Pour le petit investisseur dont la sécurité financière repose sur les rendements à long terme de ses épargnes accumulées de peine et de misère, la recette reste toujours la même, simple et efficace: bâtir au fil des ans un portefeuille diversifié dont le niveau de risque ira en diminuant à mesure qu'il se rapprochera de la retraite. Un portefeuille constitué de sa maison, de quelques fonds d'investissements bien gérés, d'une poignée de titres de grandes entreprises qui distribuent des dividendes stables et d'obligations de première qualité dont les échéances sont réparties dans le temps.

Hier, les marchés ont connu une journée plus calme à la suite de l'intervention de la Réserve fédérale américaine, mais on aurait tort d'imaginer que la tempête est passée. On ne connaît toujours ni l'ampleur des pertes ni la liste des banques, régimes de retraite et autres fonds de placement qui possèdent des titres à haut risque aujourd'hui dévalués. Il est donc probable que les mauvaises nouvelles continueront de s'abattre sur les marchés au cours des prochaines semaines. Probable aussi que des sociétés financières seront emportées dans la tourmente, ébranlant du coup la confiance des consommateurs et menaçant la croissance.

Cela dit, pour le moment la crise n'affecte que les marchés financiers alors que l'économie réelle continue d'enregistrer des résultats positifs. En relâchant les conditions de crédit, la Réserve américaine tente d'éviter que la crise ne se propage. Si l'intervention porte fruits, la confiance reviendra et dans un an tout cela ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

D'ici là, les autorités devront se pencher sur le manque de transparence qui caractérise les produits financiers exotiques à l'origine de cette crise. Mais qu'on ne s'y méprenne pas: cela n'empêchera pas les acteurs du marché d'imaginer d'autres produits encore plus tordus et, surtout, cela ne mettra jamais fin aux périlleuses séances de rodéo qui caractérisent depuis toujours le marché boursier.

j-ransacon@ledevoir.com

Une ministre attendue

En acceptant les commandes du Patrimoine canadien après le règne contrariant de Bev Oda, la ministre québécoise Josée Verner a certes compris que tous les yeux sont tournés vers elle. Clairement établies, les attentes sont exprimées avec une impatience mal dissimulée: un canal de communication efficace avec le milieu culturel, des réformes audacieuses et de substance, et l'espoir de rehausser la culture au titre de priorité pour le gouvernement Harper.

En procédant cette semaine à son jeu de chaises, le premier ministre Stephen Harper a redonné au Québec le portefeuille de la culture, passé aux mains de l'Ontarienne Beverly Oda pendant une sombre période. En confiant le Patrimoine canadien à la députée de Louis-Saint-Laurent, le chef conservateur ne dupe personne: il prépare bel et bien le terrain politique pour une prochaine élection, et s'affaire en vue de cette majorité confortable qu'il espère.

Dans la région de Québec, où elle a obtenu un bon score lors du dernier scrutin, Mme Verner sera aux premières loges lors des festivités du 40^e anniversaire. Mais l'appétit du milieu culturel pour un titulaire qui écoute, comprend et agit est tel qu'il faudra faire bien plus que couper des rubans pour espérer un bon bulletin et... des votes!

Inutile de s'étendre sur le désastreux passage de sa prédécesseure: l'unilingue et butée Bev Oda ne s'est attirée que des foudres, ou presque. En érigeant autour d'elle une impénétrable forteresse; en échouant lamentablement à la résolution de crise, comme on l'a vu tant avec le cinéma qu'avec les festivals.

Pour Josée Verner réside dans ce bilan une délicieuse nouvelle: à plusieurs égards, il est difficile de faire pire. Mais sera-t-il aisé de mieux faire?

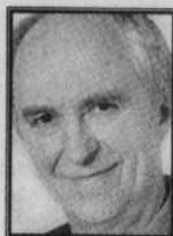
Il y a du pain sur la planche: on a vu les promoteurs de festivals défilier cet été pour réclamer un soutien accru. Mme Verner, dont la feuille de route ne l'associe pas spontanément au milieu culturel mais assurément à celui des communications, aura sans doute ce premier dossier à délier de manière définitive à la rentrée.

Outre une politique des musées, une augmentation substantielle des budgets du Conseil des arts du Canada ou une meilleure protection des droits d'auteur, ce sont surtout des réflexions de fond et des décisions de nature politique qui sont attendues de la ministre, ce qui élève le niveau d'attentes placées à son endroit.

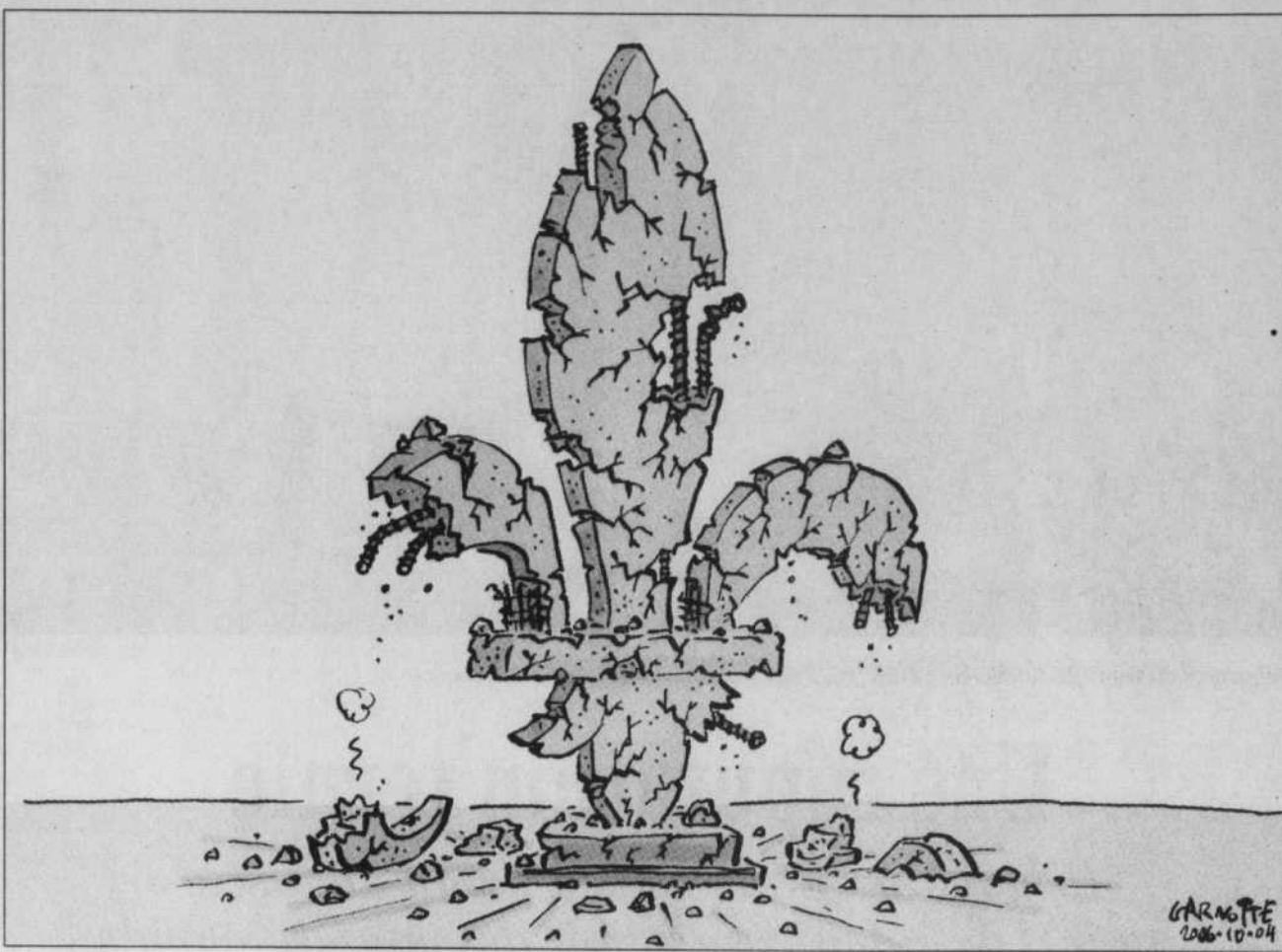
Le gouvernement conservateur tient en effet entre ses mains le sort de CBC/Radio-Canada, dont il entend revoir le rôle et le mandat. Mme Verner arrive aussi au moment où on doit nommer à la tête de la SRC un nouveau président-directeur général pour succéder à Robert Rabinovitch. La mutation spectaculaire de l'univers des télécommunications a donné lieu en outre à la crise du Fonds canadien de télévision, qui n'est pas entièrement résolue.

Tous ces enjeux appelleront une oreille attentive. Une connaissance fine. Une main de fer. Une ministre du Patrimoine qui aura le courage et l'audace de défendre des dossiers qui, en apparence, ne constituent pas la priorité de ce gouvernement.

machouinard@ledevoir.com



Jean-Robert Sansaçon



GARAGTTE 2006-10-04

REPRISE

LETTRES

Un point de vue d'ailleurs

Durant l'été 2005, j'ai eu la chance de séjourner dans votre beau pays, à Montréal en particulier. J'ai été merveilleusement impressionné par la qualité de vie qu'on retrouve chez vous. Les Québécois m'ont charmé par leur accueil, leur disponibilité et, pour avoir assisté à plusieurs événements culturels en public (festivals), il me semble n'avoir pas relevé de tension particulière au sein de la population, l'identité nationale n'est pas segmentée entre gens de la ville et ceux de la banlieue, entre immigrants et autochtones, entre patrons et employeurs, entre hommes politiques et citoyens.

Chez vous, la cohérence sociale n'est pas un vain mot. Si cette situation n'est due qu'à votre ouverture d'esprit, elle n'est malheureusement pas un acquis immuable et, en lisant l'article du docteur qui a fait ses études en Belgique, il faut le signaler, sur l'impact de l'immigration dans la société québécoise, je crains que certains grands penseurs ne cherchent à semer dans votre société les germes de la discorde. Ce monsieur qui a vécu en Europe sait ce que c'est la société belge (division entre Wallons et Flamands, stigmatisation des gens venant de leurs anciennes colonies), les problèmes en France avec les banlieusards (immigrés ou Français de souche), en Allemagne avec les travailleurs turcs.

Vous qui avez la chance d'habiter une contrée encore à l'écart de ces difficultés, soyez vigilants, ne vous laissez pas intimider par ces penseurs, soyez encore fiers de votre diversité.

Le Canada et le Québec, en particulier, ne sont pas les États-Unis, encore moins l'Europe; vous êtes tout simplement vous-mêmes. Il est vrai que les attentats du 11-Septembre ont créé une telle onde de choc que le repê sur soi est plus que d'actualité.

Jasmin Ricot
Le 17 août 2007

Petit poisson deviendra grand

Le Canada n'est plus ce fleuve tranquille dans lequel deux gros poissons imposaient leurs lois, l'un dans sa région, l'autre dans le reste du pays. Il y avait un troisième poisson, le plus vieux d'ailleurs, rejeté sur les berges du fleuve et attendant que les flots le replongent dans le cours... de l'histoire.

Depuis, d'autres petits poissons importés sont venus s'ajouter. Certains, appartenant de près ou de loin à la même famille que nos deux gros poissons, ont réussi à faire leur «nid». Par contre, d'autres venant des mers chaudes n'ont pas pu, pour certains, s'adapter à la température des eaux, au traitement que leur imposent nos deux grands poissons et sont obligés de ramer à contre-courant pour retrouver la chaleur des eaux qu'ils ont quittées. Certains ne font certes pas l'effort de s'immerger dans ces eaux glaciales. Ils surfent sur des vagues qui les entraînent de-ci de-là au gré des vents. Enivrés par les plaisirs que procurent ces libertés, ils ne se soucient guère de l'environnement physique et humain. Les gros poissons rechignent et ne sont

pas du tout contents de voir ces petits vivre à l'écart du «troupeau». Aussi, pour les punir, les maîtres du fleuve les parquent dans des coins où les ressources ne sont pas très abondantes.

Comment retrouver le calme dans ces eaux froides troublées par ces agitations «poissonnières»? La solution: les pêcheurs de part et d'autre doivent rentrer dans le rang.

Djamel Benyekhlef
Dollard-des-Ormeaux, le 16 août 2007

Être ou ne pas être

Je fais partie de la majorité des Québécois qui s'opposent à l'invasion de l'Afghanistan et j'ai de la difficulté à comprendre qu'on puisse «soutenir les troupes sans appuyer la mission», comme on peut le lire à la une du *Devoir* du jeudi 16 août. Est-ce qu'on peut en même temps être et ne pas être? Pour moi, il est évident qu'on ne peut être contre la mission et en même temps pour son exécution. Et ce n'est pas manquer de respect envers les militaires que de ne pas les encourager dans les offensives militaires en territoire afghan. Ce n'est pas leur manquer de respect que de leur dire que les opérations militaires ne sont dans l'intérêt ni de la population afghane ni de la population canadienne. Ce n'est pas leur manquer de respect, au contraire, c'est faire appel à leur intelligence et à leur sens des responsabilités. Est-ce vraiment devenu tabou d'en parler?

Maryse Azzaria
Sainte-Julienne, le 16 août 2007

REVUE DE PRESSE

L'après-remaniement ministériel

Manon Cornéliier

Il était plus que temps! C'est du moins ce qu'ont pensé la plupart des éditorialistes et commentateurs du remaniement ministériel et, en particulier, du départ de Gordon O'Connor du ministère de la Défense. Cela étant dit, cela ne signifie pas que le premier ministre Stephen Harper a réussi à calmer ses critiques.

Comme l'écrit le *Globe and Mail*, la question est maintenant de savoir ce que Harper fera de ce cabinet. Le quotidien est toutefois heureux de voir O'Connor partir. À son avis, il aurait dû être relevé de ses fonctions lors du remaniement précédent. En le maintenant en poste plus longtemps que nécessaire, écrit le *Globe*, Harper a démontré son incapacité à reconnaître une erreur. Cette résistance a eu son prix: elle a miné l'appui du public à la mission afghane.

Le *Toronto Star* estime pour sa part que ce remaniement offre un cabinet légèrement plus compétent qu'avant, sans plus. Le quotidien se demande si Harper acceptera enfin de jeter du lest et, surtout, s'il sera davantage au diapason des Canadiens. «Si les conservateurs ne remanient pas leurs politiques, les changements de personnel de [mardi] se révéleront un exercice futile.» Selon le *Star*, l'appui aux conservateurs stagne parce que, «entre autres, leurs priorités ne sont pas celles du pays».

Barbara Yaffe, du *Vancouver Sun*, pense que, si l'équipe de Harper n'a pas réussi à inspirer les Canadiens, la faute en revient à Harper. «Reconnu pour son obsession à tout contrôler, il accapare les projecteurs tout en étant raide, susceptible et sans charisme. De plus, il a des relations affreuses avec les médias.» Ce remaniement pourrait avoir un effet positif sur la popularité de son parti, «à la condition que le premier ministre change son propre comportement» et laisse ses ministres s'exprimer. Selon elle, ce brassage ne peut être qu'un élément d'une stratégie plus large destinée à relancer un gouvernement qui semble à court d'idées.

Le *Winnipeg Free Press*, de son côté, croit

que Harper a reconnu qu'il ne pouvait attendre des élections pour offrir un programme plus détaillé que celui qu'il a suivi jusqu'à présent. Le quotidien s'attend à davantage mais trouve ce premier pas plus encourageant que de voir un gouvernement minoritaire «tuer le temps en attendant des élections qui ne viennent pas».

Défendre O'Connor

À peu près tout le monde s'entend pour dire que ce jeu de chaises musicales n'aurait pas eu lieu sans la contre-performance du ministre O'Connor. L'historien J. L. Granatstein regrette toutefois la sévérité des médias à l'endroit de ce dernier. Il reconnaît que le ministre était un piètre communicateur et qu'il était à couteaux tirés avec le chef d'état-major Rick Hillier. Mais dire que le passage d'O'Connor à la Défense fut un total échec est carrément injuste et signifie qu'on ne s'attarde qu'à la forme et non au contenu. Sous sa gouverne, l'armée a obtenu un niveau de financement sans précédent, des autorisations d'achat d'équipements attendues depuis des lustres et, pour les troupes en Afghanistan, les moyens nécessaires à leur mission. Il rappelle que, lors du premier déploiement en 2002, les libéraux avaient envoyé les soldats sans véhicule blindé et vêtus des mauvaises tenues de camouflage. Même un comité parlementaire l'a reconnu. Selon l'historien, le crédit en revient à O'Connor et il faudrait le reconnaître.

Ça suffit

Pas encore! C'est exactement ainsi que le *Globe and Mail* a commencé son éditorial sur la volonté du Québec de voir le gouvernement Harper respecter sa promesse d'encadrer et de limiter le pouvoir de dépenser du fédéral dans les domaines de compétence provinciale. «Est-ce que cette demande pour plus d'autonomie n'a pas de fin?», demande le *Globe*, qui rappelle que Québec a obtenu des millions en transferts il y a à peine cinq mois. Le quotidien convient que Stephen Harper a fait cette promesse au Qué-

bec lors de la dernière campagne, mais cela ne rend pas cette promesse judicieuse pour autant, laisse entendre le quotidien. Selon lui, pareille entente «altérerait l'inestimable flexibilité des arrangements constitutionnels actuels». À son avis, le cadre prévu dans l'Accord sur l'union sociale — que le Québec n'a pas signé — suffit. Harper doit refuser.

Accepter de limiter le pouvoir fédéral de dépenser, comme l'a promis Harper et le souhaite Jean Charest, affaiblirait le gouvernement fédéral, ce que le *Toronto Star* refuse avec encore plus de vigueur que le *Globe*. Pareil projet ne peut faire l'objet d'une entente bilatérale. Un débat au parlement s'impose. Le public doit être consulté, insiste le *Star*, qui rappelle aux deux chefs qu'ils sont minoritaires.

L'Ouest se rebiffe

Les deux quotidiens sont beaucoup plus sensibles à l'avertissement lancé cette semaine par l'ancien premier ministre albertain Peter Lougheed. Devant l'Association du Barreau canadien, il a soutenu que l'unité du pays pourrait être menacée par un sérieux affrontement constitutionnel entre Ottawa et l'Alberta de renforcer ses lois en matière d'émissions de GES et aux partis d'opposition fédéraux, de mettre un peu d'eau dans leur vin à l'égard de Kyoto. Ils «doivent comprendre qu'ils pourraient gagner leur bataille pour Kyoto et perdre celle de l'unité».

Le *Star* et le *Globe* ont pris note. Le *Star* rappelle que les citoyens de toutes les provinces s'inquiètent pour l'environnement et que la menace d'un renvoi devant la Cour suprême ne devrait pas justifier l'inaction mais la coopération. Avant que ça saute, le *Globe* recommande à l'Alberta de renforcer ses lois en matière d'émissions de GES et aux partis d'opposition fédéraux, de mettre un peu d'eau dans leur vin à l'égard de Kyoto. Ils «doivent comprendre qu'ils pourraient gagner leur bataille pour Kyoto et perdre celle de l'unité».

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Polygames de tous les pays,
unissez-vous... au Canada!

ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Warren Jeffs, le chef de l'Église fondamentaliste de Jésus-Christ des saints des derniers jours, est poursuivi par la justice américaine pour inceste et agressions sexuelles sur des mineures. Il a été photographié peu après son arrestation au Nevada en août 2006.

YVES CASGRAIN

Consultant en mouvements sectaires et animateur du blogue «L'anti-sectaire» (<http://lanti-sectaire.spaces.live.com>)

Les jeunes filles de 15 et 16 ans adeptes de l'Église fondamentaliste de Jésus-Christ des saints des derniers jours, installée depuis 50 ans dans le petit village de Bountiful, en Colombie-Britannique, éprouvent une jouissance extrême lorsqu'elles sont choisies pour être l'une des épouses d'un de leurs co-religieux âgés de 50 ans. Lorsqu'elles prononcent le traditionnel «Oui, je le veux», elles le font librement, sans contrainte aucune et en toute conscience. Pour toutes ces raisons, le ministère de la Justice ne devrait pas tenter de poursuivre les hommes qui ont épousé ces adolescentes.

Voilà, en substance, la conclusion à laquelle est arrivé l'avocat de la défense Richard Peck dans le rapport qu'il a soumis au procureur général de la Colombie-Britannique. Ce dernier, se rangeant derrière ce splendide argumentaire, ne poursuivra pas la secte polygame. Il ne fera aucune démarche judiciaire, sauf peut-être celle de soumettre la question de la polygamie à la Cour suprême du Canada, même s'il croit que la loi canadienne interdisant la polygamie est valide.

Afin de justifier les conclusions de son rapport d'expertise, M. Peck a déclaré avoir été étonné de constater le nombre élevé de jeunes filles ayant déclaré à la police qu'elles considéraient être victimes, non pas de la secte, mais des autorités policières. Elles veulent avoir des relations sexuelles avec les hommes âgés, affirme cet éminent juriste.

À l'évidence, l'argument de la liberté de choix a prédominé dans l'esprit de cet avocat. Pour lui, les jeunes filles ont, en toute liberté et sans menaces de représailles, accepté d'épouser un homme deux ou trois fois plus âgé qu'elles et qui, par-dessus le marché, est déjà l'époux d'une ou de plusieurs autres femmes. Peck est persuadé que, devant un juge canadien, la poursuite n'aurait aucune crédibilité si elle avançait que les jeunes filles sont des victimes car celles-ci affirment le contraire et rêvent toutes de se retrouver dans le lit avec leur quinquagénaire chéri et adoré.

Un témoignage troublant

Toutefois, au-delà de ces arguments quasi lubriques, la vraie — et la seule — question valide dans ce dossier, au cœur duquel se retrouvent des jeunes filles isolées du reste de la société, est celle-ci: est-ce que ces jeunes vierges offertes aux adeptes masculins comme des trophées de chasse ont le droit de dire non à ce genre de mariage sans pour autant être victimes d'ostracisme ou, pis, être exclues de la seule Église qui, pour elles, enseigne la vérité qui les conduira directement au «paradis»?

Ironie du sort, la veille où cet huruberlu d'avocat rendait publiques ses incroyables divagations, CNN diffusait un témoignage fort troublant de Kathy Jo Nicholson, ancienne adepte de cette secte qui se partage entre les États-Unis et le Canada. Dans cette tranche de vie d'une femme américaine se trouve sans doute la réponse à la fameuse question, à laquelle notre brillant avocat n'a manifestement pas songé.

Dans son reportage, la journaliste Amanda Townsend rapporte que Mme Nicholson a eu peur en voyant à la télévision le leader de la secte polygame, Warren Jeffs. Ce dernier est poursuivi

par la justice américaine pour inceste et agressions sexuelles sur des mineures.

L'ancienne adepte raconte que, lorsqu'elle a eu 14 ans, Warren Jeffs a commencé à lui indiquer qu'il espérait se marier avec elle. Cependant, constatant le comportement violent du leader envers les enfants et sa tendance à les humilier, Kathy Jo a commencé à douter des principes religieux de la secte, qui force les jeunes filles à se marier à des polygames suffisamment âgés pour être leur père.

Adoptant un comportement non conforme aux règles en vigueur dans la secte, elle fut rapidement mise au pas. Un jour, se rappelant-elle, Warren Jeffs lui a pris la gorge et lui a susurré à l'oreille: «Est-ce que tu vas être gentille ou as-tu besoin d'être punie?» Après s'être fait prendre à passer une note à un garçon dans l'école gérée par la secte, elle en fut exclue. On l'obligea à travailler dans une usine appartenant à la secte. Là se retrouvaient les jeunes ayant été mis à la porte de l'école.

Menace de mort spirituelle

À 18 ans, elle épouse un jeune homme, adepte du groupe tout comme elle. Son mariage n'a pas été accepté par la communauté sectaire, ni par ses parents, puisque celui-ci a été contracté en dehors de la secte et devant un juge de la paix. Elle et son mari furent excommuniés. Quelques années plus tard, elle réussit à convaincre sa famille de donner la permission à son frère de venir vivre avec elle. Plus tard, ce fut au tour de sa mère de venir vivre avec elle. Sa mère n'est pas retournée auprès de son mari et de la secte.

Des témoignages comme celui de Mme Nicholson pullulent sur Internet et dans les autres médias. Il suffit de quelques secondes pour se faire une idée assez fidèle de la réalité sectaire de cette Église. Évidemment, un avocat ne peut se fier à ces témoignages. Il doit rencontrer les membres du groupe incriminé et les interroger. C'est ce qu'a réalisé M^e Peck. Cependant, la conclusion qu'il a tirée de ses rencontres avec les victimes prouve qu'il ne comprend absolument rien à la dynamique sectaire. En suivant aveuglément les recommandations de ce dernier, le procureur général de la Colombie-Britannique manifeste également une ignorance totale de la réalité à l'intérieur d'une secte.

Il serait trop long d'expliquer en détails la vie des adeptes d'une secte. Notons cependant que ceux-ci — et cela est tout particulièrement vrai pour les membres qui sont nés à l'intérieur du groupe — éprouvent une très grande peur à l'idée de quitter leur mouvement. Cela s'explique par les enseignements reçus des responsables de la secte. Ceux-ci convergent tous vers un même cul-de-sac: en dehors de la secte, point de salut. À ceux et à celles qui osent retourner vers la société corrompue est réservé un sort abominable: l'exclusion du «paradis»!

Aux oreilles des adeptes, cette seule perspective équivaut ni plus ni moins qu'à une menace de mort éternelle. À cette menace vient s'ajouter celle de perdre à jamais le contact avec les proches demeurés dans la secte. Devant de telles menaces, qui oserait défier l'ordre établi? Voilà pourquoi les jeunes victimes de la secte polygame ont toutes déclaré être parfaitement d'accord avec la règle qui les oblige à épouser un homme qui possède (et c'est bien de cela qu'il s'agit ici...) plusieurs femmes. Même si certaines d'entre elles le pensent vraiment, cela ne change rien à cette réalité.

Il faut défier les sectes

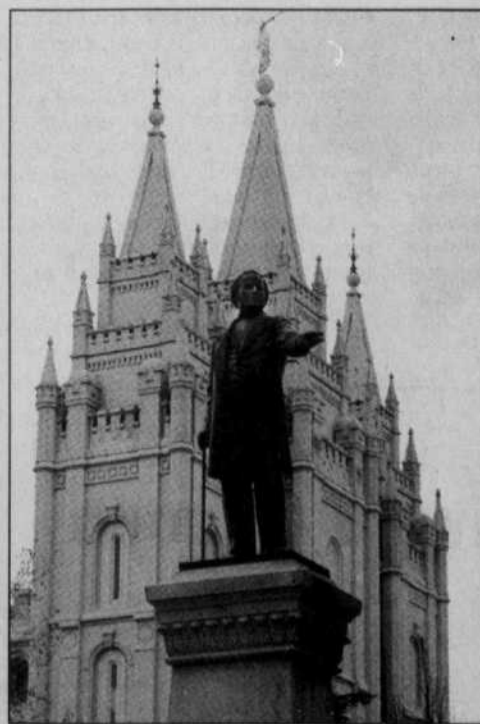
Lorsque vient le temps de poursuivre les responsables d'une secte, cette loi du silence doit être brisée. Pour y arriver, il faut d'abord gagner petit à petit la confiance des adeptes. Cela n'est

pas une mince entreprise, loin de là! Cependant, le cas des baptistes de Windsor dans les années 1980 prouve qu'il est possible, avec un minimum de volonté politique, de convaincre des adeptes de témoigner contre leur leader. Pour permettre la poursuite du gourou de la secte, sise à Windsor près de Sherbrooke, la Couronne avait donné l'immunité aux parents qui avaient battu leurs enfants sur ordre de leur chef religieux. Ce dernier fut condamné le 15 mars 1990 à trente jours d'emprisonnement...

Certes, il ne s'agit pas ici de proposer la même solution (quoique, en y réfléchissant bien, elle pourrait permettre de se concentrer sur les véritables responsables de la secte polygame...) mais plutôt de plaider pour une solution imaginative qui tiendrait compte des besoins élémentaires des enfants. D'ailleurs, ces derniers ne semblent pas peser bien lourd dans la balance judiciaire.

Faire fi d'une telle recherche de solutions et préférer remettre le dossier entre les mains des juges de la Cour suprême ne fait que repousser le problème. En effet, même si le plus haut tribunal du pays en venait à la décision que la polygamie est bel et bien une pratique illégale, il faudrait quand même intervenir au sein de l'Église fondamentaliste de Jésus-Christ des saints des derniers jours. Le problème se posera encore plus d'acuité si les sages de la Cour suprême en viennent à considérer inconstitutionnelle la loi qui interdit la polygamie au Canada.

Voilà pourquoi il faut que les autorités canadiennes aient le courage de défier les sectes qui mettent en péril la dignité et l'intégrité de citoyens, en particulier lorsque ceux-ci sont des enfants. À ce chapitre, il serait bon que le procureur général de la Colombie-Britannique médite cette citation du procureur Paul Crèpeau au sujet de l'affaire opposant la Couronne à l'Église baptiste de Windsor: «L'État ne se mêlera jamais des convictions religieuses des gens, mais il ne laissera jamais des enfants subir des sévices au nom de qui que ce soit...»



ARCHIVES REUTERS

Brigham Young, un des fondateurs de l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours au XIX^e siècle, pratiquait la polygamie. Cette Église n'admet plus cette pratique, qui n'est aujourd'hui pratiquée qu'au sein de sectes minoritaires.



Denise Bombardier

Décrocher

L'actualité peut être une passion mais aussi une intoxication dont il faut se sevrer pour mieux y revenir. Réussir durant plus de deux mois et demi à tendre à peine l'oreille aux murmures de la planète est une activité prophylactique. Elle nous épargne la routine et nous met à l'abri de la tentation éventuelle du cynisme ou de l'indifférence. Qu'apprend-on lorsqu'on s'éloigne de la quotidienneté de l'information tout en s'assurant, bien sûr, de rester alerte devant l'histoire qui s'écrit? Beaucoup de choses, à vrai dire. Beaucoup de choses qui permettent de mieux évaluer, de mieux cerner et de mieux critiquer le monde dans lequel on vit.

En séjournant dans le pays de Nicolas Sarkozy, l'hyperactif président français, on découvre ce qu'on avait oublié et ce dont on parle rarement de nos jours, à savoir que la politique est aussi dans nos démocraties une question de talent de ceux qui exercent le pouvoir. Le talent en général est une chose mal perçue dans notre société niveleuse. En effet, le talent suggère, bien que nous soyons égaux en droit, que nous ne le sommes guère en habiletés, en capacités intellectuelles, manuelles et professionnelles.

Si tout le monde a le droit de faire de la politique sans discrimination de sexe, de classe, de couleur, tout le monde n'est pas doué pour la politique. On oublie donc que, si l'on est mal gouverné, c'est aussi parce que ceux qui nous gouvernent n'ont pas le talent voulu. Nicolas Sarkozy, lui, est un surdoué de la politique. L'avenir nous dira s'il réussira, mais il y a un plaisir quasi esthétique à voir cet homme, petit de taille mais gigantesque de volonté, d'ambition et de convictions bien ancrées, tenter de démontrer qu'une personne peut faire la différence.

Dans nos démocraties en voie de désespérance envers la capacité humaine de renverser le cours des choses, ce président représente en ce sens un espoir et un défi. Il y a une différence entre faire rêver les citoyens et les faire espérer. Nous avons des politiciens chez nous qui pratiquent l'un ou l'autre. Ont-ils le talent pour réussir? N'est-ce pas à cette question que nous devons aussi chercher une réponse?

De retour au Québec, c'est en pêchant dans les mythiques rivières à saumon de la Gaspésie que l'on saisit avec le plus d'acuité la malaisance des uns et le sens civique des autres. On croise des gens qui consacrent leur vie à protéger les espèces, dans ce cas-ci le saumon, et d'autres qui déploient leurs énergies à braconner avec tous les moyens du bord. Sait-on qu'on en est rendu à surveiller électroniquement, à grands frais pour les contribuables, les fosses à saumons sur les rivières York, Darnmouth et Saint-Jean pour éviter que des vandales de tous âges les vidant par cette forme de malice qui caractérise tous les prédateurs?

Braconnage

Il est triste de constater qu'en Gaspésie comme ailleurs le goût de la nature se confond trop souvent encore avec son pillage. On n'a pas fini d'éduquer les gens au respect des liens collectifs et il faut une bonne dose d'idéalisme pour refuser de reconnaître que la répression sous forme de lois, de règlements et de pressions sociales est le seul moyen de contrer un tant soit peu ceux qui pratiquent l'incivilité en disant «après moi le déluge».

Est-ce outrancier de penser que le braconnier n'aura guère d'états d'âme à abandonner ses déchets en forêt, à s'abstenir de recycler ses ordures, à s'organiser pour éviter de payer ses impôts tout en gueulant à tout propos contre ceux qui tentent de policer la société pour le bien-être de tous? On ne peut raisonnablement s'insurger contre l'exploitation forestière et se comporter soi-même comme un exploiteur. Le «prêcher par l'exemple» évangélique demeure le seul principe qui prévaut en la matière.

Décrocher permet, de plus, de s'ennuyer de cette communication hebdomadaire avec les lecteurs. Chroniquer, on me permettra ce néologisme, n'est-ce pas s'interroger publiquement, n'est-ce pas douter également à voix haute dans l'espoir d'établir un dialogue? Une fréquentation prolongée de l'Europe depuis le printemps me convainc de la nécessité de poursuivre ici une remise en question des convictions et certitudes héritées de la Révolution tranquille. Contrairement à la Grande-Bretagne, à l'Espagne, désormais à la France et même aux pays scandinaves, le Canada et le Québec se comportent en velléitaires. En se laissant porter par un pragmatisme de façade qui masque plutôt une faiblesse de la capacité d'analyse intellectuelle de nos problèmes et un aveuglement idéologique, relents des années soixante, nous risquons d'enfoncer nos institutions dans une nostalgie dont nous nous clamons libérés.

Décrocher sert peut-être aussi à voir plus clair et à retrouver l'impatience des vrais débats qui grissent et fouettent l'esprit.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous recommandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise; Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées); Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général); Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Mungier (responsable du site Internet), Émilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communis internet); Laurence Clavel (pupitre), Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (pupitre); Louise-Maude Rioux Soucy (Santé); Pauline Gravel (sciences); Michel Garnier (caricaturiste); Diane Prévost (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazeau (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Béhar (théâtre et cabaret); Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma/Isabelle Paré (culture)); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information); Dominique Remy (pupitre), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Marie-Fleur Frappier, Émilie Parent Bouchard (communis à la rédaction); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Patrick Cossette (Québec), Monique Bhérier (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlene Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zermatis, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Bélièvre (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

LE DEVOIR

Vol. LXIX - No 187

Averses en soirée. Maximum 22.

Montréal, mardi 16 août 1977

Saint Étienne de Hongrie

25 CENTS

27 août 1977

Lévesque: soumettons la loi 101 à un essai loyal d'un an ou deux

par Gérald LeBlanc

QUÉBEC — Après 101 jours de session, l'Assemblée nationale a enfin ajourné ses travaux hier soir en adoptant deux importantes lois: la Charte du français de M. Camille Laurin et la réforme électorale de M. Robert Burns.

C'est le parrain du projet de loi 101, M. Camille Laurin, qui a mis fin au long débat linguistique, en qualifiant l'adoption de la Charte du français du premier d'une série de «bonds en avant» devant mener au grand saut de l'indépendance politique du Québec.

«Du chantier où nous y travaillons depuis trois mois, a-t-il ajouté, la Charte du français de la langue française, tel un beau navire tout neuf, glissera aujourd'hui dans le fleuve de l'histoire.»

Chaudement applaudi par ses collègues et par les membres du MQF massés dans les tribunes de l'Assemblée nationale, avant d'être le héros du cocktail offert par M. Clément Richard, président de l'Assemblée nationale, M. Laurin avait enfin reçu un éloge non équivoque de son chef, M. René Lévesque.

C'est d'ailleurs au son du tam-tam joué à l'indienne sur les banquettes de la Chambre par les députés libéraux, que le Chef a ouvert le débat en troisième lecture par un discours, tout à l'opposé de celui de M. Laurin. Alors que son ministre parlait de fierté et de dignité de la majorité francophone, M. Lévesque s'est consacré à apaiser les adversaires de la loi, les anglophones, le monde des affaires et l'opposition parlementaire.

M. Lévesque, dont les élans et la passion atteignent des sommets remarquables dès qu'il parle d'un pays à bâtir, n'a jamais été à l'aise dans l'arène linguistique. Encore hier, il a donné l'impression de s'inclure dans ceux qu'il voulait persuader de la nécessité d'une nouvelle loi sur la langue au Québec.

Rappelant à l'opposition le droit et le devoir de se protéger quand on est 1 contre 40 sur le continent, M. Lévesque a parlé des «deux communautés humaines du Québec» et du Canada. Aux Québécois de toutes les allégeances, il a demandé de donner une chance au coureur, de faire un essai loyal de la Charte pendant un an ou deux.

En revanche, il a promis que le gouvernement se montrerait souple dans l'application de la loi: «une attitude ouverte au maximum à condition de ne pas lâcher sur l'essentiel», a promis le premier ministre.

«En tout cas, avait-il précisé plus tôt, s'il y a une chose que je n'admettrai jamais, quel que soit le feu des débats, c'est qu'on puisse avoir, de part et d'autre, quand on s'affronte sur des sujets comme ceux-là, qu'on puisse prétendre avoir ce qui a été défini comme la possession tranquille de la vérité, et, en particulier de ce côté-ci, il faut qu'on fasse attention, on le sait, parce que cela peut vite devenir l'arrogance de la certitude à laquelle le pouvoir risque toujours de nous conduire.»

L'opposition devait rappeler au premier ministre qu'elle aurait

préféré entendre ces propos plus tôt dans le débat linguistique. Chaque député libéral a en effet félicité M. Lévesque mais pour aussitôt l'opposer à son ministre d'État au développement culturel, M. Laurin.

Il faut d'abord indiquer que seul M. Fabien Roy a voté avec le gouvernement en faveur de la Charte du français, soulignant que son accord avec l'objectif visé l'emportait sur son désaccord avec certaines modalités. Son frère ennemi, M. Camil Samson, s'est par contre rangé avec les libéraux et les unionistes pour voter contre le projet de loi 101. Le résultat a donc été de 54 à 32 en faveur de la loi.

C'est le député de Marguerite-Bourgeois, M. Fernand Lalonde, qui s'est montré plus dur à l'endroit du gouvernement et à l'endroit du premier ministre en particulier. Responsable du dossier linguistique sous l'ancien gouvernement, M. Lalonde a dit à M. Lévesque qu'il était mal placé pour réclamer un essai loyal de la loi 101 après avoir refusé de le faire pour la loi 22.

«Les sanglots italiens qu'on a entendus ce matin ne changeront pas grand chose», a dit M. Lalonde en accusant M. Lévesque de n'avoir fait encore une fois que la moitié du chemin se lavant les mains comme Ponce-Pilate à l'heure du choix difficile.

Avant lui, M. Gérard-D. Lévesque, chef intérimaire du Parti libéral du Québec, avait redit la conviction de l'opposition officielle que cette loi était «inutile, excessive et dangereuse».

«Ce ne sont pas les bonnes intentions du premier ministre, a-t-il ajouté, que nous adoptons aujourd'hui mais un texte de loi que les fonctionnaires auront le devoir d'appliquer rigoureusement.»

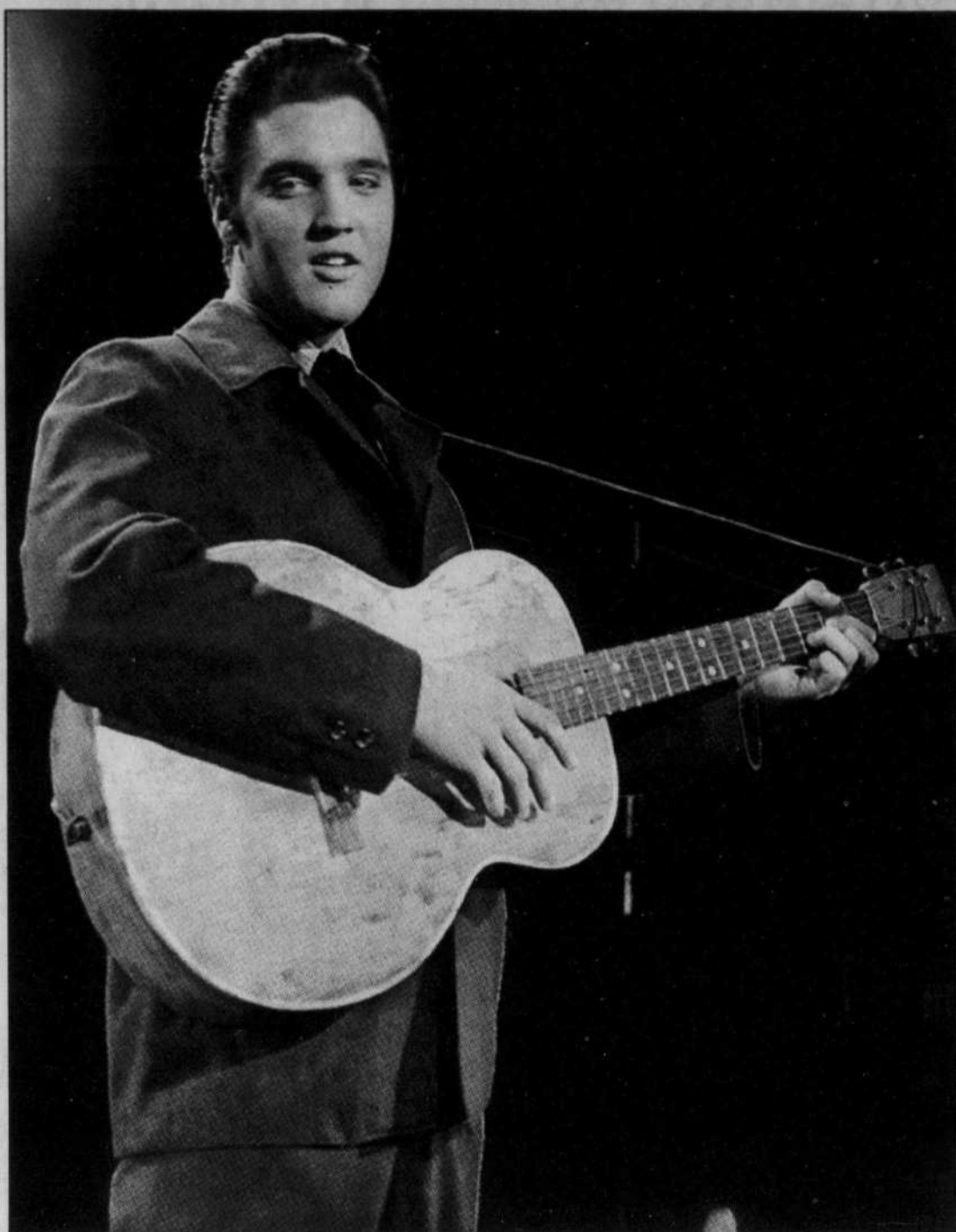
Tous les députés anglophones du parti libéral sont intervenus dans le débat de troisième lecture mais c'est M. Victor Goldbloom, qui a volé la vedette avec ses politesses à la chinoise et ses appels à la collaboration de tous.

L'ex-ministre des Affaires municipales a d'ailleurs terminé son intervention en tendant la main à M. Laurin et à tous les Québécois pour que cette loi réussisse dans l'intérêt de tous. «Celui qui vous parle n'a pas le goût de vivre séparément», a conclu M. Goldbloom, dont M. Laurin devait par la suite relever l'invitation.

Du côté de l'Union nationale, il n'est pas facile d'évaluer la démarche suivie par M. Rodrigue Biron, qui a d'abord salué en termes élogieux le jour historique annoncé par la Charte du français pour ensuite annoncer que son parti voterait contre cette loi.

«Plus jamais, a-t-il dit, le Québec ne doit être celui du bill 63. Plus jamais le Québec ne doit être celui du bill 22. Jamais, non plus le Québec ne devait être celui de l'intégration ou de l'intolérance.»

Après cette envolée, M. Biron devait revenir sur terre, près de son collègue William Shaw, et annoncer que l'Union nationale souhaitait le français partout sans prohiber l'anglais nulle part. C'est ce que prônait la loi 22.



Elvis Presley aura marqué l'histoire du disque en vendant le premier disque d'or 33-tours à plus d'un million d'exemplaires et 400 millions d'exemplaires divers.

AGENCE FRANCE-PRESSE

17 août 1977

Le roi du rock meurt à Memphis

MEMPHIS, Tennessee (d'après AFP, Reuter et AP) — Elvis Presley, le roi du «rock and roll» qui a révolutionné la musique populaire dans les années 50, est décédé hier à l'Hôpital baptiste de Memphis.

Un porte-parole de la police a déclaré que le chanteur de 42 ans a peut-être succombé à un abus de drogue. Les médecins ont cependant émis l'hypothèse d'une attaque cardiaque, en attendant les résultats de l'autopsie.

Presley a été trouvé sans connaissance chez lui à 14 h 30 par un membre de son équipe qui a appelé l'ambulance. Les tentatives de réanimation ont commencé dans l'ambulance mais sont demeurées vaines. Son médecin personnel a déclaré le décès à 15 h 30.

Presley, qui ne buvait et ne fumait pas, avait été hospitalisé à plusieurs reprises depuis deux ans pour des ennuis respiratoires et des troubles oculaires. En avril dernier, il avait encore été hospitalisé, souffrant cette fois d'épuisement. Selon son médecin, il est peut-être mort des suites d'une attaque cardiaque.

Depuis quelque temps, le chanteur sortait rarement et son poids, disait-on, avait considérablement augmenté.

Né à Tupelo, petit village du

sud des États-Unis, Elvis Presley fait ses études à l'école secondaire de Memphis. Il devient ensuite chauffeur de poids lourds avant d'enregistrer son premier disque.

En 1956, à l'âge de 21 ans, il fit fureur sur scène avec ses cheveux noirs gominés et plaqués en arrière, ses favoris, ses jeans ultra collants, et son célèbre déhanchement. Lors de sa première apparition à l'émission d'Ed Sullivan, on n'osa d'ailleurs filmer que sa moitié supérieure.

Le «show business» tenait enfin un monstre sacré 10 ans après l'heure de gloire de Frank Sinatra. La «country music» du Middle West américain était vigoureusement secouée, mais chacun apprit à fredonner «Heartbreak Hotel», «Hound Dog», «Don't Be Cruel» et surtout «It's Now or Never».

Elvis Presley menait une vie très régulière, ne buvant pas, ne fumant jamais et ne conduisant même pas sa Rolls Royce et ses

deux Cadillac de couleur différente: blanche, or, jaune canari, rose et bleu tendre.

Après ses premiers succès, Elvis fut très rapidement réclaté par le cinéma et y récoltait des cachets fabuleux pour l'époque (1 million de dollars). Il en fit 31 au total.

Elvis s'était marié en 1967 avec Priscilla Ann Beaulieu dont il eut une petite fille en 1968, et dont il divorça en 1973. Il vivait dans une semi-retraite depuis 1972, dans son palais de style grec de Bel Air, rempli de machines à sous et de «flippers». Il aura marqué l'histoire du disque en vendant le premier disque d'or 33-tours à plus d'un million d'exemplaires, et 400 millions d'exemplaires divers, ainsi que la télévision, où son taux d'écoute dépassa à l'époque celui d'un discours du président Eisenhower qui était malencontreusement diffusé sur une chaîne concurrente.

18 août 1977

Vive le lapin !

La coccinelle est morte

BONN (AFP) — La coccinelle est morte hier d'un arrêt de chaîne après une agonie de plus de trois ans. Volkswagen a annoncé à Wolfsburg (RFA) que la dernière de ses usines ouest-allemandes qui fabriquait cette automobile en cessera la production en décembre prochain.

A cette date, elle ne sera plus produite que dans les usines étrangères du groupe, au Brésil, au Mexique, en Afrique du Sud et au Nigéria.

Son arrêt de mort avait été signé le 16 mai 1974 lorsque la direction du groupe avait présenté à la presse spécialisée celle qui devait prendre sa place: la Golf, baptisée Rabbit (lapin) aux États-Unis, qui, si l'on en juge par ses débuts, fait honneur à sa mission.

Cette date représente plus que le remplacement d'un modèle par un autre. Il s'agit d'une véritable révolution dans les habitudes de Volkswagen: du tout à l'arrière, on est passé au tout à l'avant.

Le destin de la coccinelle est surprenant: elle constitue proba-

blement le seul legs d'Adolf Hitler et de son Reich de mille ans que les allemands d'aujourd'hui acceptent sans gêne. Conçue sur l'ordre du Führer par l'ingénieur Ferdinand Porsche, elle devait être la voiture du peuple (Volkswagen en allemand). Celle que chaque Allemand devait pouvoir acheter.

Interrompu par la guerre, ce rêve devait finir par devenir réalité: entre 1947 et 1977, plus de 19 millions de coccinelle ont été vendues, dont plus de 5 millions aux États-Unis. Issue du nazisme, elle est devenue devenue ironie de l'histoire la voiture la plus vendue au monde, devant largement la célèbre Ford modèle T. [...]

La coccinelle est morte, mais, tel phénix renaissant de ses cendres, le petit véhicule à l'air têtard continuera encore longtemps à hanter les routes. Si les technocrates de Wolfsburg ont signé son arrêt de mort, les constructeurs du tiers-monde sont bien décidés à faire fi des modes et à poursuivre la production d'un dur-à-cuire increvable.

16 août 1977

L'Espagne veut ravoir «Guernica»

MADRID (Reuter) — L'Espagne a entrepris d'obtenir la restitution de «Guernica», chef-d'oeuvre de Picasso dépeignant les horreurs de la guerre civile espagnole.

Picasso, qui est mort en 1973, avait déclaré catégoriquement que cette toile peinte il y a 40 ans ne devait pas revenir en Espagne tant que le général Franco, vainqueur de la guerre civile, serait en vie, et tant que la démocratie ne serait pas restaurée dans le pays.

Mesurant 7,8 mètres de large et 3,5 mètres de haut, la toile fut offerte en prêt à long terme au Musée d'Art moderne de New York.

Aujourd'hui, près de deux ans après la mort du Caudillo et après l'installation d'un gouvernement démocratiquement élu, une campagne a été lancée pour obtenir le retour de «Guernica». Le nouveau ministre de la Culture, M. Pio Cabanillas, a dernièrement déclaré au Parlement que la récupération de ce chef-d'oeuvre devait être une «tâche urgente et immédiate».

S'adressant aux sénateurs des Cortès, il leur a dit qu'il ferait tout son possible pour obtenir le retour du tableau et qu'il en avait déjà parlé à l'ambassadeur des États-Unis à Madrid.

Peinte dans des tons noirs, gris et blancs, la toile a été réalisée pendant les mois de mai et juin 1937. Picasso, qui était directeur du Prado à l'éclatement de la guerre civile, avait été invité par le gouvernement républicain à réaliser une fresque murale pour le pavillon espagnol à l'Exposition mondiale de Paris.

Mais le 26 avril 1937, les bombardiers de la légion Condor envoyée par Hitler pour appuyer le soulèvement nationaliste du général Franco anéantissent la petite ville basque de Guernica qui, ce jour-là, bourdonne de l'activité de ses marchés.

Ce premier bombardement massif d'un objectif civil plongea le monde dans l'indignation, et jeta la population basque, dont Guernica symbolisait l'histoire et les traditions, dans le désarroi.

Le carnage et la destruction des bombes allemandes inspira à Picasso la fresque poignante qu'est «Guernica», et que l'on considère comme un chef-d'oeuvre de l'art du 20e siècle. Mais cette oeuvre n'a jamais été exposée en Espagne.

La présente campagne en vue de sa restitution a été lancée il y a quelque temps par un discours, vivement acclamé, d'un ancien Républicain rentré d'exil, M. Justin de Azcarate, que le roi Juan Carlos a fait sénateur.

Le grand déjeuner à \$3.50 à L'APERO

Vichyssoise et canapés au caviar, saumon fumé, rosbif, jambon de Parme, ou Quiche accompagnée d'une salade.

Dans un des plus élégants décors en ville.



Le Quatre Saisons, Montréal
...n'attend plus que vous
(Angle Sherbrooke et Peel)

13 août 1977

Sol triomphe au festival d'Avignon

AVIGNON — «SOL». C'est le succès, la révélation, la réussite totale. Spectacle hilarant, époustouflant, génial, truffé de trouvailles toutes plus subtiles les unes que les autres. Ici, en Avignon, on n'est pas près de l'oublier. La presse le salue comme «la révélation d'un grand comédien, qui passe pour le Raymond Devos canadien...» Peut-être, mais en mieux. Il rejoint plutôt le «grand Toto» des films de Pasolini.

De tout ce qui nous est venu du Québec ces dernières années, «Sol» est sans aucun doute le spectacle le plus réussi, le plus original, le plus professionnel et le mieux accueilli d'emblée. Tous les

publics y sont accessibles et c'est un délire pendant 90 minutes sans entr'acte. Phénoménal!

Tous ses sentiments de l'âme humaine vibrent... Que de tendresse mélancolique dans cet épanchement avec la petite fille, la marionnette, les souvenirs d'enfance, les premiers émois amoureux. «Solange!» Les calembours sensationnels ont des envois de jeu d'artifices et avec quel humour il glisse sur la politique internationale, la peinture contemporaine et les très célèbres «Demoiselles d'Avignon». Le temps file à vive allure.

Marc Favreau présente ainsi son personnage:

«Parce que le verbe se fait de plus en plus cher, Sol travaille seul, silhouette de clown en tête-à-tête chercheuse avec son petit moi... c'est un témoin conscient, un égratigneur, tour à tour satirique, tendre ou pitoyeux, un verbo-promoteur qui débarbouille la langue et se rebâtit un petit monde à l'aide de flashes échevelées, détestant ses grandes poches de tous accessoires pour atteindre l'essentiel...» [...]

Invité par le festival officiel, Sol a également offert des spectacles «off». Ainsi, au Club Léo Lagrange, les jeunes étaient déjà sur place une heure avant l'ouverture [...].